

# **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

RESTRICTED  
**WT/TPR/S/85/LCA**  
7 mai 2001

(01-2220)

---

**Organe d'examen des politiques commerciales**

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**SAINTE-LUCIE**

### **Rapport du Secrétariat**

Le présent rapport, élaboré pour le premier examen de la politique commerciale de Sainte-Lucie, a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au gouvernement saint-lucien des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant le rapport peuvent être adressées à M. A. Silvy (tél. 739 52 49) ou M. R. Valdés (tél. 739 53 46).

La déclaration de politique générale présentée par le gouvernement saint-lucien est reproduite dans le document WT/TPR/G/85/LCA.

---

Note: Le présent rapport, qui fait l'objet d'une distribution restreinte, ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Sainte-Lucie.



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	1
1) PRINCIPAUX ASPECTS DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE	1
i) Structure de l'économie	1
ii) Évolution de la situation macro-économique	3
iii) Politique budgétaire	5
iv) Politique monétaire et politique de change	7
v) Balance des paiements	7
2) ÉVOLUTION DU COMMERCE	8
i) Structure des échanges	8
ii) Répartition géographique des échanges	9
3) TENDANCES ET STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT (IED)	11
4) PERSPECTIVES	11
II. POLITIQUE COMMERCIALE	12
1) CADRE CONSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE GÉNÉRAL	12
2) FORMULATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	13
3) RELATIONS INTERNATIONALES	13
i) Organisation mondiale du commerce	13
ii) Accords régionaux et bilatéraux	14
iii) Consultations et différends commerciaux	15
4) POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	15
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	16
1) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS	16
i) Formalités	16
ii) Droits de douane	16
iii) Autres prélèvements et impositions	21
iv) Évaluation en douane et règles d'origine	24
v) Prohibitions et restrictions à l'importation et régime de licences	25
vi) Mesures d'urgence	27
vii) Marchés publics	28
2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS	28
3) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE	30
i) Cadre juridique des entreprises et imposition	30
ii) Incitations	30
iii) Normes et autres prescriptions techniques	33
iv) Mesures sanitaires et phytosanitaires	35
v) Entreprises commerciales d'État et entreprises d'État	36
vi) Politique de la concurrence et questions de réglementation	36
vii) Droits de propriété intellectuelle	38

	<u>Page</u>
IV. ACCÈS AUX MARCHÉS DES SERVICES	42
1) GÉNÉRALITÉS	42
2) SERVICES FINANCIERS	43
i) Services bancaires	43
ii) Assurance	44
3) TÉLÉCOMMUNICATIONS	46
4) TOURISME	46
5) SERVICES DE TRANSPORT ET SERVICES CONNEXES	48
i) Services de transport maritime et services connexes	48
ii) Transports aériens	49
 BIBLIOGRAPHIE	 51
 TABLEAUX DE L'APPENDICE	 53

## GRAPHIQUES

		<u>Page</u>
I.	ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1	Sainte-Lucie: Commerce des marchandises, 1998	10
III.	POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	
III.1	Distribution de fréquence des taux de droits NPF, en 2000	20

## TABLEAUX

I.	ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1	Sainte-Lucie: Produit intérieur brut par secteur, 1994-2000	1
I.2	Principaux indicateurs économiques, 1991-2000	3
I.3	Balance des paiements: opérations courantes 1995-1999	7
I.4	Scénario correspondant au programme gouvernemental, divers indicateurs économiques, 2000-2002	11
II.	POLITIQUE COMMERCIALE	
II.1	Notifications à l'OMC, communiquées aux Membres de l'OMC de 1995 à 2000	14
III.	POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	
III.1	Analyse sommaire des droits effectivement appliqués par Sainte-Lucie en 2000	18
III.2	Taux de droit d'accise appliqués sur les produits nationaux et les marchandises importées: première liste	22
III.3	Prescriptions imposées par Sainte-Lucie en matière de licences d'importation	26
III.4	Classification des entreprises pour l'octroi d'avantages aux termes de la Loi sur les incitations fiscales	32
III.5	Normes nationales à Sainte-Lucie en 2000	34
III.6	Liste des biens et services assujettis à un contrôle des prix en 2000	37
III.7	Instruments internationaux sur les droits de propriété intellectuelle adoptés par Sainte-Lucie	38
III.8	Lois de Sainte-Lucie sur les droits de propriété intellectuelle	38
III.9	Marques de fabrique ou de commerce, brevets ainsi que dessins et modèles industriels enregistrés de 1994 à 1999	39
IV.	ACCÈS AUX MARCHÉS DES SERVICES	
IV.1	Statistiques du tourisme, 1993-1999	47

**TABLEAUX DE L'APPENDICE**

	<u>Page</u>
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
AI.1 Sainte-Lucie: Importations par principaux produits, 1995-1998	55
AI.2 Sainte-Lucie: Exportations et réexportations par principaux produits, 1995-1998	56
AI.3 Sainte-Lucie: Importations par origine, 1995-1998	57
AI.4 Exportations et réexportations par destination, 1995-1998	58
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	
AIII.1 Droits de douane consolidés	59
IV. ACCÈS AUX MARCHÉS DES SERVICES	
AVI.1 Récapitulatif des engagements spécifiques de Sainte-Lucie par secteur de services	62

## I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

### 1) PRINCIPAUX ASPECTS DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

#### i) Structure de l'économie

1. L'économie de Sainte-Lucie a connu de profonds changements structurels au cours de la période 1980-1999, dus à l'importance croissante du secteur des services. Au cours des années 90, le tourisme est devenu la principale activité économique de Sainte-Lucie, contribuant au PIB à hauteur de 13 pour cent environ en 1999, contre 10,1 pour cent en 1980. La part de l'agriculture dans le PIB a eu tendance à baisser, passant de 13,3 pour cent en 1980 à 7,1 pour cent en 2000 (tableau I.1). La part du secteur manufacturier dans la production a également baissé: après être passée de 6,7 pour cent en 1980 à un maximum de 8,6 pour cent en 1987, elle a chuté à 5,9 pour cent en 2000. Entre 1980 et 1999, la part du secteur de la construction dans le PIB est passée de 5 pour cent à 9 pour cent traduisant l'augmentation des investissements, tant publics que privés. La part des services bancaires et de l'assurance et celle des télécommunications sont passées respectivement de 5,2 pour cent et 2,9 pour cent du PIB en 1980 à 10,4 pour cent et 9,2 pour cent du PIB en 2000.

**Tableau I.1**  
Sainte-Lucie: Produit intérieur brut par secteur, 1994-2000  
(Pourcentage du PIB)

Secteur	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Agriculture, élevage, sylviculture, pêche</b>	<b>10,8</b>	<b>11,2</b>	<b>11,1</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>7,7</b>	<b>7,1</b>
Bananes	6,6	7,5	7,1	4,8	4,8	4,1	3,4
Autres cultures	2,9	2,2	2,4	2,4	2,4	1,9	1,7
Élevage	0,6	0,5	0,7	0,8	0,8	0,4	0,7
Pêche	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9	1,2	1,2
Sylviculture	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1
<b>Industries extractives</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>
<b>Industrie manufacturière</b>	<b>6,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>	<b>6,3</b>	<b>5,9</b>
<b>Construction</b>	<b>8,4</b>	<b>8,5</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,2</b>	<b>9,0</b>	<b>8,8</b>
<b>Électricité et eau</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>5,0</b>
Électricité	2,7	2,9	2,9	3,1	3,4	3,5	4,1
Eau	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
<b>Services</b>	<b>70,1</b>	<b>69,3</b>	<b>70,2</b>	<b>72,0</b>	<b>72,0</b>	<b>72,0</b>	<b>72,8</b>
Commerce de gros et de détail	14,5	13,6	13,4	13,8	13,6	13,5	13,1
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,8	13,0	13,0	13,0	13,4
Transports et communications	19,2	19,0	19,5	19,5	19,7	20,1	20,5
Transports routiers	6,7	7,0	7,1	7,5	7,5	7,5	7,5
Transports aériens	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5
Transports maritimes	2,7	2,2	2,4	2,0	2,1	2,3	2,3
Communications	8,5	8,3	8,7	8,6	8,7	8,8	9,2
Intermédiation financière	8,4	8,6	9,1	9,7	9,9	10,1	10,4
Services bancaires	7,2	7,4	7,9	8,4	8,6	8,8	9,0
Assurance	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4
Opérations sur biens immobiliers et logements occupés par leurs propriétaires	6,9	6,9	6,8	6,9	7,0	7,0	7,1
Fournitures de services par les administrations publiques	12,5	12,7	12,5	12,5	12,4	12,1	12,2
Autres services	4,5	4,5	4,7	4,8	4,8	4,8	4,9
Moins: commissions imputées au titre des services bancaires	-7,1	-7,2	-7,6	-8,2	-8,4	-8,6	-9,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Bureau central de statistique de Sainte-Lucie.

2. Le secteur de la banane a toujours été le secteur contribuant le plus au PIB agricole et a constitué une importante source d'emplois et de recettes d'exportations, ayant été à l'origine de 60 pour cent environ des exportations de marchandises en 1998. Néanmoins, comme dans le reste des Windward Islands, la production de Sainte-Lucie a nettement baissé au cours des dernières années, passant de 132 854 tonnes en 1992 à 65 000 tonnes en 1999, tandis que les recettes passaient de 187,8 millions de dollars des Caraïbes orientales à 87,7 millions de dollars des Caraïbes orientales. Cette évolution s'est traduite par une baisse des revenus des agriculteurs, ce qui a contribué, dans une certaine mesure, à un ralentissement général de l'activité économique. Pour soutenir le secteur, un Plan de relance de la production de bananes a été mis en œuvre, visant à court terme à affermir la confiance des producteurs et des investisseurs et à rationaliser la production. Bien que les efforts déployés dans le cadre du Plan afin de rationaliser la production de bananes et d'en accroître l'efficacité aient permis d'améliorer la qualité, le niveau de production ne suffit toujours pas à remplir les contingents en franchise instaurés par l'Union européenne (UE). Les autres cultures, principalement les fruits à pain, les mangues, les avocats, les bananes plantain et les piments n'ont pas pu compenser la baisse des recettes procurées par les bananes, principalement en raison de la petite échelle de la production.

3. Les activités manufacturières ont particulièrement diminué pendant la période 1996-1998, puis ont progressé en 1999 pour à nouveau faiblir en 2000. Pour contrecarrer le déclin séculaire de l'industrie manufacturière, de nouveaux avantages fiscaux ont été mis en place pour ce secteur, s'ajoutant à ceux qui existaient déjà. Les autorités estiment que la mise en œuvre des phases III et IV du calendrier des réductions du Tarif extérieur commun (TEC) de la CARICOM, ainsi que l'incidence de certains accords préférentiels tels que l'ALENA, ont créé des difficultés pour le secteur manufacturier. Ces difficultés se sont notamment manifestées par un net recul des exportations. Les principaux sous-secteurs manufacturiers sont les suivants: produits alimentaires, boissons et tabacs, qui représentent 36 pour cent de la production totale (dont 80 pour cent sont constitués par les boissons, alcooliques et autres); papier et ouvrages en papier (secteur lié à celui de la banane); produits électriques; vêtements; bois et ouvrages en bois; produits chimiques; ouvrages en matières plastiques et en caoutchouc (notamment pour la réparation et le rechapage des pneus d'automobiles et de camions); et huiles de coprah et de coco.

4. La fabrication de produits électriques constitue essentiellement une activité enclavée, dont la production est principalement destinée à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe. À l'heure actuelle, il existe sept sociétés fabriquant des composants électriques qui opèrent depuis les zones franches industrielles de Vieux Fort et d'Odsan, dont six fonctionnent en tant qu'entreprises enclavées. Les composants fabriqués comprennent des résistances, des bobines, des capteurs thermiques, des transformateurs, des composants hyperfréquence et des filtres utilisés pour la télévision par câble. La valeur de la production des sept entreprises s'élevait à 23,9 millions de dollars des Caraïbes orientales en 1999.

5. Les exportations de produits agroalimentaires et de produits manufacturés totalisaient en 1999 un montant de 47 millions de dollars des Caraïbes orientales, soit environ un tiers de la valeur atteinte en 1995, la bière représentant 42 pour cent des exportations, suivie par les papiers et cartons ondulés. Les importations de certaines marchandises qui sont également produites à l'intérieur du pays sont assujetties à des restrictions quantitatives ou à un régime de licences.

6. La réforme structurelle a entraîné la diminution de l'intervention de l'État dans l'économie par le biais d'un processus de privatisation, qui s'est intensifié ces dernières années avec la privatisation de l'Association des producteurs de bananes de Sainte-Lucie et de la Banque commerciale nationale et la transformation de l'Agence d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées en société commerciale.



7. L'État a beaucoup investi dans le développement de l'infrastructure sociale et économique. Bien que le coefficient du service de la dette de Sainte-Lucie, qui s'élevait à 4,1 pour cent en 1999, soit parmi les plus bas de la région, le gouvernement veille à ce qu'il n'augmente pas de façon notable. Pour favoriser le développement, le gouvernement a créé en 1996 un Conseil consultatif national des questions économiques et sociales chargé de faire en sorte que les partenaires parviennent à un consensus concernant les principales politiques nécessaires à la croissance. Les autorités ont toutefois signalé que le Conseil n'était plus opérationnel. Les principaux objectifs du gouvernement ont été de créer des emplois et d'améliorer la compétitivité.

## ii) Évolution de la situation macro-économique

8. L'économie a connu une croissance annuelle moyenne de 4,4 pour cent entre 1980 et 1999. Les autorités ont relevé quatre périodes distinctes: 1980-1982, période qui a suivi le cyclone Allen et a été caractérisée par une croissance annuelle moyenne de 1,8 pour cent; 1983-1992, période au cours de laquelle Sainte-Lucie a enregistré des taux de croissance élevés, de 7 pour cent par an en moyenne; 1993-1997, période pendant laquelle la croissance a baissé pour s'établir à un taux moyen annuel de 1,3 pour cent; et 1998-1999, période marquée par la reprise et la consolidation de l'économie et un taux de croissance annuel de 3 pour cent (tableau I.2).

**Tableau I.2**  
**Principaux indicateurs économiques, 1991-2000**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 <sup>a</sup>
Population (à la moitié de l'année, en milliers)	135 975	137 067	139 908	142 689	145 437	147 047	149 621	151 952	153 819	..
<b>Secteur réel</b>										
PIB aux prix du marché, millions de dollars des Caraïbes orientales (prix constants)	1 130,1	1 212,6	1 215,8	1 232,3	1 245,2	1 281,3	1 271,0	1 330,4	1 386,8	1 409,9
PIB aux prix des facteurs, millions de dollars des Caraïbes orientales (prix constants)	951,8	1 022,4	1 033,1	1 052,0	1 069,9	1 084,5	1 090,7	1 122,5	1 156,1	1 166,3
PIB réel aux prix des facteurs, taux de croissance annuel (pourcentage)	0,1	7,4	1,1	1,8	1,7	1,4	0,6	2,9	3,0	0,9
Consommation finale des administrations	2,9	-2,9	1,3	8,2	13,0	28,2	7,0	-15,4	-10,5	10,2
Consommation finale privée	0,9	5,7	0,0	-10,0	-15,7	-5,9	30,7	12,7	-4,5	2,2
Formation brute de capital	3,3	2,2	-11,0	31,8	14,3	8,8	6,5	2,7	31,4	4,1
Exportations de biens et de services	0,0	5,1	3,0	-11,2	-5,5	-0,8	-13,3	3,2	1,8	3,5
Importations de biens et de services	1,9	0,3	-1,1	-11,1	-11,8	2,4	-5,7	3,1	-2,3	8,2
Épargne nationale brute, millions de dollars des Caraïbes orientales	142,4	235,3	271,4	275,4	295,2	228,6	191,9	252,2	252,2	185,7
<b>PIB aux prix des facteurs</b>										
Consommation des administrations (pourcentage du PIB)	18,3	16,9	17,1	18,2	20,3	20,1	21,2	21,9	19,4	20,7
Consommation privée (pourcentage du PIB)	84,1	80	73,8	73,2	68,7	76,6	76,4	75,1	71,6	72,6
PIB par habitant (aux prix constants des facteurs) en dollars des Caraïbes orientales	6 999	7 400	7 384	7 373	7 356	7 375	7 290	7 368	7 537	..
Déflateur implicite du PIB	107,1	110,5	110	113,2	119,7	119,8	122,7	127,3	129,1	132,1
Indice des prix à la consommation (IPC)	129,7	137	138,1	141,8	150,1	151,5	151,5	155,8	161,2	163,3
Taux annuel d'inflation (pourcentage)	6,2	5,7	0,8	2,6	5,9	1,3	0	2,8	3,5	2,0
<b>Secteur extérieur</b>										
Exportations (pourcentage du PIB)	26,25	27,61	26,57	20,78	23,63	16,76	13,01	12,28	10,81	..
Exportations de bananes (tonnes)	100 595	132 854	120 129	90 119	103 668	104 805	73 000	75 000	65 000	..

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 <sup>a</sup>
Recettes procurées par les bananes (millions de dollars des Caraïbes orientales)	146,4	184,8	137,9	115,7	128,1	125,8	74,6	104,1	87,7	..
Importations (pourcentage du PIB)	70,6	68,2	66,7	66,1	66,4	66,0	70,6	68,2	68,9	..
Balance du commerce des marchandises (millions de dollars des Caraïbes orientales)	-500,8	-492,3	-487,5	-558,7	-532,1	-631,4	-731,8	-742,10	-807,0	..
Nombre de visiteurs (hors croisières)	165 987	183 937	200 886	223 872	236 883	241 232	253 369	257 530	266 560	..
Dépenses estimées des visiteurs (millions de dollars des Caraïbes orientales)	466,6	565,2	526,7	610,4	712,6	725,9	667,6	675,7	693,7	..
Balance des paiements courants (millions de dollars des Caraïbes orientales)	-182,9	-131,4	-134,1	-145,4	-70,9	-149,9	-216,1	-181,1	-223,7	..
Balance des paiements courants (pourcentage du PIB)	-16,2	-10,8	-11,0	-11,8	-5,7	-11,7	-17,0	-13,6	-16,1	..
Réserves internationales nettes imputées (millions de dollars des Caraïbes orientales)	150,3	144,9	157,2	147,8	163,1	146,1	159,4	185,5	195,6	..
Encours de la dette publique (millions de dollars des Caraïbes orientales)	395,1	476,8	548,6	608,7	638,4	718,3	719,2	745,8	777,9	..
Encours de la dette publique (pourcentage du PIB)	35,0	39,3	45,1	49,4	51,3	56,1	56,5	56,2	56,0	..
Coefficient du service de la dette extérieure (pourcentage du PIB)	..	..	..	..	..	3,5	3,8	3,7	4,1	4,7 <sup>b</sup>
Taux de change effectif réel	..	..	107,9	107,3	106,5	106,7	105,7	109,6	119,5	124,5 <sup>b</sup>
<b>Finances publiques</b>										
Solde des opérations courantes (pourcentage du PIB)	6,0	6,5	7,5,	6,8	4,7	4,3	3,9	5,3	7,4	8,3 <sup>b</sup>
Solde budgétaire global (pourcentage du PIB)	0,0	-2,2	-1,3	-0,6	-1,8	-1,9	-1,7	-2,9	-1,8	-1,8 <sup>b</sup>
<b>Masse monétaire et taux d'intérêt</b>										
Masse monétaire, M1 (en fin de période)	2,0	-1,2	6,7	-1,2	12,4	-5,2	6,0	3,6	8,0	8,0 <sup>b</sup>
Masse monétaire au sens large, M2 (en fin de période)	7,8	2,5	6,5	5,9	9,1	1,9	6,7	12,1	9,7	9,0 <sup>b</sup>
Taux de base des prêts bancaires (pourcentage par an)	9,0-10,5	9,0-10,5	9,5-10,5	9,0-10,0	9,0-10,0	9,5-11,0	9,5-10,5	9,5-10,5	9,5-10,5	9,5-10,5

.. Non disponible.

a Chiffres préliminaires.

b Estimations.

Source: Bureau central de statistique de Sainte-Lucie; et FMI (1999).

9. L'amélioration des résultats économiques de 1998 et 1999 a été due, contrairement à ce qui s'est passé pendant la période 1993-1997, à une expansion sensible du secteur de la construction, à la croissance continue du tourisme et à la forte croissance d'autres services, ainsi qu'à une dégradation moins rapide de la situation dans les secteurs bananier et manufacturier. L'inflation à Sainte-Lucie a été faible entre 1993 et 1997, avoisinant en moyenne 2 pour cent, mais elle est passée de 2,8 pour cent en 1998 à 3,5 pour cent en 1999 avec la reprise de la demande intérieure. L'appréciation effective réelle du dollar des Caraïbes orientales associée à l'augmentation modérée des salaires nominaux ont contribué à contenir les pressions inflationnistes.

10. Les autorités ont fait observer que le principal objectif de la politique économique de Sainte-Lucie pour la période 1994-2000 était la réforme structurelle opérée au moyen d'une libéralisation progressive du commerce international, de la promotion du tourisme et des activités

financières et de la restructuration du secteur de la banane. Elles ont également indiqué que le gouvernement avait reconnu qu'il était nécessaire d'approfondir le processus de réforme structurelle, principalement en promouvant le tourisme en tant que secteur prépondérant de l'économie, en rationalisant le fonctionnement du secteur de la banane de façon à ce qu'il soutienne efficacement la concurrence et en favorisant la croissance d'autres secteurs, notamment des services financiers internationaux, de l'informatique et de l'agro-industrie, afin d'élargir la base économique. La diversification de la production agricole est également un objectif essentiel. Le gouvernement estime que le secteur privé a un rôle capital à jouer dans le processus de restructuration.

11. Le gouvernement a défini un vaste programme de mesures visant à assurer une croissance durable, notamment: à atteindre un taux de croissance économique annuel d'au moins 3 pour cent en mettant en œuvre une stratégie de croissance diversifiée; à réduire le chômage; à faire en sorte que l'épargne du secteur public atteigne un niveau minimal de 8 pour cent du PIB, l'épargne de l'administration centrale devant représenter au moins 5 pour cent du PIB, et que l'épargne intérieure privée, qui était de 9 pour cent environ du PIB en 1999, passe à environ 13 pour cent d'ici à 2002; à relever le niveau de l'investissement afin d'atteindre un rapport entre investissement et PIB d'environ 26 pour cent; à augmenter la productivité; à maintenir un déficit tolérable de la balance des paiements courants ne représentant en moyenne pas plus de 15 pour cent du PIB; et à protéger l'environnement. Le gouvernement entend atteindre ces objectifs au moyen des mesures ci-après: limitation des dépenses courantes de l'administration centrale; programme général de réforme fiscale; réforme du cadre incitatif destiné à favoriser le développement du secteur privé; renforcement de l'infrastructure; et élaboration et mise en œuvre d'un programme de lutte contre la pauvreté.

### iii) Politique budgétaire

12. La politique budgétaire est déterminée de manière indépendante par les autorités de Sainte-Lucie, à savoir par le Ministère des finances, et constitue le principal moyen d'action dont les autorités disposent pour moduler la production. La politique générale des dix dernières années a consisté à limiter la croissance des dépenses courantes tout en laissant les recettes augmenter au même rythme que l'activité économique, afin d'obtenir un excédent courant, tout en menant une politique active en matière d'investissement (qui a entraîné un déficit du budget de capital).

13. Les droits de douane et autres taxes prélevées sur le commerce international sont une source importante de recettes publiques. Quelque 55 pour cent des recettes publiques totales proviennent des taxes perçues par les services douaniers. La taxe à la consommation perçue sur les importations représente environ 28 pour cent des recettes fiscales totales tandis que les droits de douane et les redevances pour opérations douanières représentent ensemble quelque 26 pour cent. Le gouvernement travaille à une réforme du régime fiscal et envisage de remplacer un certain nombre d'impôts indirects par une taxe à la valeur ajoutée (TVA).

14. Sainte-Lucie affiche un excédent courant chaque année depuis 1991; néanmoins, l'ampleur de cet excédent a varié (tableau I.2). L'excédent courant de l'administration centrale a augmenté en 1998 et en 1999 du fait de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures génératrices de recettes et d'une augmentation moins rapide des dépenses courantes. L'amélioration des résultats économiques et l'accroissement des économies budgétaires, associés à des apports d'aides financières représentant en moyenne 3 pour cent du PIB, ont contribué à maintenir les investissements de l'État à un taux d'environ 8,7 pour cent du PIB en 1997-1999. En revanche, le solde budgétaire global s'est légèrement détérioré et a fait apparaître un déficit équivalant à 1,8 pour cent du PIB en 1999, conséquence de la forte croissance des investissements, qui a conduit à d'importantes dépenses en capital, ainsi que de l'adoption de certaines mesures d'allègement fiscal.

15. Les mesures d'allègement fiscal ont été mises en place en 1999-2000 afin d'aider certains secteurs. L'une d'entre elles consistait à suspendre l'application du droit d'importation et de la taxe à la consommation sur les véhicules à quatre roues motrices et autres véhicules de plus de trois tonnes à usage agricole, pendant une année prenant fin en juin 2000; cette mesure avait pour objet de favoriser la reprise du secteur de la banane et de soutenir le programme de diversification agricole. De même, la taxe à la consommation sur les matériaux de construction a été supprimée pendant une année, jusqu'en juin 2000, pour améliorer l'infrastructure du logement. Ces deux mesures devaient être prorogées mais ont été abolies le 1<sup>er</sup> juillet 2000 dans le cas des véhicules et le 1<sup>er</sup> octobre 2000 dans le cas des matériaux de construction. Les autorités ont signalé que la décision de rétablir les droits avait été motivée par les abus constatés dans l'octroi de ces avantages et visait à récupérer les recettes ainsi perdues. Les réductions d'impôts accordées au titre de ces mesures d'allègement fiscal étaient considérables. Le gouvernement estime qu'entre avril et décembre 1999, la valeur totale des avantages fiscaux et tarifaires accordés par la Division des douanes et des impôts indirects s'est élevée à 79,9 millions de dollars des Caraïbes orientales, c'est-à-dire 26,9 pour cent des recettes fiscales, soit une augmentation de 9,7 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente.

16. L'exonération de la redevance pour opérations douanières perçue sur les importations d'intrants et l'allègement de la taxe à la consommation pour les entreprises manufacturières agréées (voir chapitre III 3) ii)) sont d'autres exemples des mesures d'allègement fiscal mises en œuvre en 1999 et 2000.

17. Le budget 1999/2000 comprenait un certain nombre de mesures destinées à accroître les recettes fiscales parmi lesquelles: la restructuration du régime des taxes à la consommation et de l'impôt indirect résultant de la mise en œuvre intégrale du Tarif extérieur commun (TEC), censée procurer 10 millions de dollars des Caraïbes orientales de recettes supplémentaires; l'application d'une taxe d'environnement frappant un groupe de biens importés, qui devrait contribuer aux recettes à hauteur de 7 millions de dollars des Caraïbes orientales; un nouveau régime de l'impôt foncier, dont le produit attendu est estimé à 5,6 millions de dollars des Caraïbes orientales; une augmentation de la taxe sur les voyages internationaux; et l'adoption d'un régime de patente pour la location de véhicules et de droits d'utilisation des véhicules de location.

18. Sainte-Lucie a eu pour habitude d'utiliser les apports de capitaux étrangers, principalement sous la forme de dons et de prêts consentis à des conditions de faveur, pour financer une grande partie de son programme d'investissements publics. Toutefois, les apports de capitaux à des conditions de faveur sont devenus plus rares ces dernières années, obligeant le gouvernement à prendre conscience de la nécessité d'augmenter l'épargne pour financer les investissements publics. Au cours de la période 1990-1999, le rapport entre l'épargne de l'administration centrale et le PIB s'élevait en moyenne à 5,4 pour cent.

19. Les objectifs budgétaires à moyen terme du gouvernement sont d'augmenter l'épargne du secteur public et la stabiliser à un minimum de 8 pour cent du PIB ainsi que d'arriver à un rapport dépenses d'investissement/dépenses publiques d'au moins 30 pour cent. Pour atteindre ces objectifs, les autorités ont fait savoir que le gouvernement avait l'intention de simplifier le régime de recouvrement de l'impôt sur le revenu, d'élargir la portée du régime de l'impôt foncier, de modifier les droits d'utilisation des biens et des services fournis par le secteur public ou d'en instituer s'il n'en existe pas et de rationaliser le niveau des avantages fiscaux.

**iv) Politique monétaire et politique de change**

20. En tant que membre de l'Union monétaire des Caraïbes orientales, Sainte-Lucie n'a pas de politique monétaire ni de politique de change indépendante. Le Conseil monétaire de la Banque centrale des Caraïbes orientales détermine la politique monétaire et la politique de change pour tous les membres de l'Union. L'une des fonctions de la Banque centrale est de maintenir la stabilité du dollar des Caraïbes orientales vis-à-vis du dollar EU. Ces dernières années, Sainte-Lucie a connu une réduction générale des liquidités due au fait que les prêts ont augmenté plus rapidement que les dépôts: le rapport entre les prêts et les dépôts est passé de 91,9 pour cent en 1993 à 96,4 pour cent en 1999. La position extérieure créditrice nette des banques commerciales s'est détériorée pendant cette période, leur déficit étant passé de 42,2 millions de dollars des Caraïbes orientales en 1993 à 114,2 millions de dollars des Caraïbes orientales en 1999. La structure par échéances des taux d'intérêt n'a quasiment pas bougé entre 1993 et 1999. Les réserves officielles ont augmenté de manière régulière et sont passées de 157,2 millions de dollars des Caraïbes orientales à 195,6 millions de dollars des Caraïbes orientales au cours de la même période.

**v) Balance des paiements**

21. La balance des paiements courants de Sainte-Lucie affiche un déficit structurel qui traduit le recours à l'épargne extérieure pour répondre aux besoins d'investissements (tableau I.3). Les recettes globales sont fonction en grande partie des recettes du tourisme, des recettes tirées des exportations de bananes et des entrées de capitaux, principalement sous la forme de dons, de prêts et d'investissement étranger direct. La balance du commerce des marchandises, bien que fluctuante, s'est en général détériorée, conséquence de la forte diminution des recettes tirées des exportations de bananes et, dans une moindre mesure, des exportations de vêtements. Le déficit s'est creusé, passant de 32 pour cent du PIB en 1994 à environ 36 pour cent du PIB en 1999. Les bons résultats que le tourisme a continué de donner ont néanmoins permis de résorber partiellement le déficit commercial qui se creusait et de maîtriser en partie l'aggravation du déficit des paiements courants qui, d'une moyenne d'environ 10 pour cent du PIB pendant la période 1994-1997, est passé à un peu plus de 13 pour cent du PIB en 1998 et 1999. Ces déficits ont été couverts par d'importants apports de capitaux, principalement sous forme d'investissement étranger direct et d'aide publique assortie de conditions de faveur, notamment de dons, ainsi que par des ponctions sur les avoirs extérieurs des banques commerciales.

**Tableau I.3**  
**Balance des paiements: opérations courantes 1995-1999**  
(millions de dollars EU)

	1995	1996	1997	1998	1999 <sup>a</sup>
<b>I. Balance des paiements courants (a+b+c+d)</b>	<b>-33,1</b>	<b>-54,4</b>	<b>-78,4</b>	<b>-66,0</b>	<b>-90,9</b>
Biens et services (a+b)	-13,2	-33,8	-52,7	-40,2	-69,5
a. Balance commerciale	-154,7	-181,1	-222,1	-224,7	-251,1
Exportations (f.a.b.)	114,6	86,2	70,1	70,4	60,9
Marchandises	109,0	79,5	61,3	62,2	55,7
Approvisionnements et combustibles	5,6	6,7	8,9	8,2	5,2
Importations (f.a.b.)	269,3	267,4	292,3	295,1	312,0
b. Services (nets)	141,5	147,3	169,4	184,5	180,6
Transports	-28,2	-29,9	-30,6	-24,6	-33,8
Voyages	204,3	207,8	223,8	246,5	239,6
Services d'assurance	-4,1	-3,8	-4,5	-4,7	-5,0
Autres services fournis aux entreprises	-25,7	-21,2	-15,4	-25,4	-15,4
Services fournis par les administrations publiques	-4,9	-5,7	-3,9	-7,2	-4,8

	1995	1996	1997	1998	1999 <sup>a</sup>
c. Revenus (nets)	-38,8	-33,8	-38,7	-45,3	-42,4
Rémunération des employés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Revenu des investissements	-39,0	-33,9	-38,8	-45,5	-42,6
d. Transferts courants (nets)	18,9	13,2	13,0	19,5	22,0
Administrations publiques	0,2	1,6	-0,2	4,3	6,1
Autres secteurs	18,7	11,6	13,2	15,2	15,9
<b>II. Solde des opérations en capital et des opérations financières (e+f)</b>	<b>40,8</b>	<b>51,8</b>	<b>94,2</b>	<b>78,5</b>	<b>94,5</b>
e. Transferts afférents à des opérations en capital	13,2	10,4	9,7	22,5	26,1
Transferts de capitaux	8,1	10,4	9,7	22,5	26,1
Acquisition et cession d'avoirs non réalisés/financiers	5,1	-	-	-	-
f. Compte financier	27,6	41,4	84,5	56,0	68,4
Investissement direct (net)	32,8	18,4	47,8	83,4	94,1
Investissement de portefeuille (net)	0,2	1,7	2,9	3,3	-2,9
Autres investissements (nets)	-5,4	21,4	33,8	-30,8	-22,8
Secteur public, à long terme	5,2	5,5	14,6	6,0	11,2
Banques commerciales	-1,8	23,4	11,9	-27,2	8,1
Autres	-8,8	-7,6	7,3	-9,6	-10,1
<b>III. Erreurs et omissions</b>	<b>-2,5</b>	<b>-4,3</b>	<b>-10,9</b>	<b>-3,0</b>	<b>0,3</b>
<b>Solde global (I+II+III)</b>	<b>5,2</b>	<b>-6,9</b>	<b>4,9</b>	<b>9,5</b>	<b>-3,9</b>

a Chiffres préliminaires.

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales (2000); et Bureau central de statistique de Sainte-Lucie.

22. Le coefficient du service de la dette extérieure est passé d'une moyenne de 3,2 pour cent du PIB pendant la période 1993-1997 à 4 pour cent en 1998-1999, en raison de la baisse des recettes procurées par les exportations de marchandises et de l'expiration des délais de grâce accordés pour le remboursement de certains prêts consentis à des conditions de faveur. Le rapport entre la dette extérieure et le PIB a également augmenté et est passé de 22,8 pour cent à 25,4 pour cent au cours de la même période.

## 2) ÉVOLUTION DU COMMERCE

23. La valeur des exportations de marchandises en 1998 correspondait à 60 pour cent du niveau qu'elle avait atteint en 1995. Cette évolution résultait notamment du déclin des exportations de bananes mais surtout du très net recul des exportations de produits manufacturés. Le déclin s'est poursuivi en 1999. Les exportations de services ont totalement compensé la baisse des exportations de marchandises et ont progressé à un taux annuel moyen d'environ 10 pour cent entre 1995 et 1998, stimulées principalement par le tourisme. Les importations de marchandises ont augmenté à un taux annuel moyen de 2,3 pour cent entre 1995 et 1998, un petit chiffre qui s'explique principalement par la faiblesse de la consommation des particuliers.

### i) Structure des échanges

24. Les deux tiers environ des importations de 1998 étaient constitués de produits industriels. Les principaux produits importés étaient des machines et du matériel de transport, qui représentaient 22,1 pour cent des importations totales, suivis par les autres produits semi-finis, les autres produits manufacturés, les produits chimiques et les autres biens de consommation autres que les textiles et les vêtements (tableau AI.1). Les importations de produits agricoles représentent 28,7 pour cent des

importations totales. Ces dernières années, la composition des importations a privilégié les biens d'équipement, en particulier les machines et le matériel de transport, qui ont progressé au détriment des produits semi-finis, notamment du papier et du carton, dont les importations ont sensiblement baissé, en raison du recul des exportations de bananes.

25. En dépit de la forte chute des exportations de bananes, la part des exportations de produits agricoles dans les exportations totales a augmenté, passant de 58,9 pour cent en 1995 à 72,4 pour cent en 1999, du fait du déclin encore plus marqué des exportations de produits manufacturés. La valeur des exportations totales de produits manufacturés en 1998 équivalait au tiers de leur valeur de 1995 (tableau AI.2). Cette évolution résulte d'un très net recul des exportations de vêtements ainsi qu'une baisse des exportations de machines et de matériel ainsi que de boîtes et de caisses en carton, liée, quant à ces derniers produits, au recul des exportations de bananes. Les autorités ont cité l'érosion des préférences survenue à la suite de la conclusion de l'ALENA comme étant l'une des principales causes du déclin, en particulier en ce qui concerne les vêtements; la part des États-Unis dans les exportations de Sainte-Lucie a presque diminué de moitié pendant la période 1995-1998.

## **ii) Répartition géographique des échanges**

26. Les principaux partenaires commerciaux de Sainte-Lucie sont le Royaume-Uni, les États-Unis et les autres pays membres de la CARICOM (graphique I.1). Environ 61,7 pour cent des exportations totales avaient pour destination le Royaume-Uni en 1998 (54 pour cent en 1999). Les États-Unis constituent la principale source des importations de Sainte-Lucie, avec environ 40 pour cent du total, suivis par la région de la CARICOM et le Royaume-Uni avec respectivement 29 pour cent et 9,4 pour cent du total (tableaux AI.3 et AI.4).

## Graphique I.1

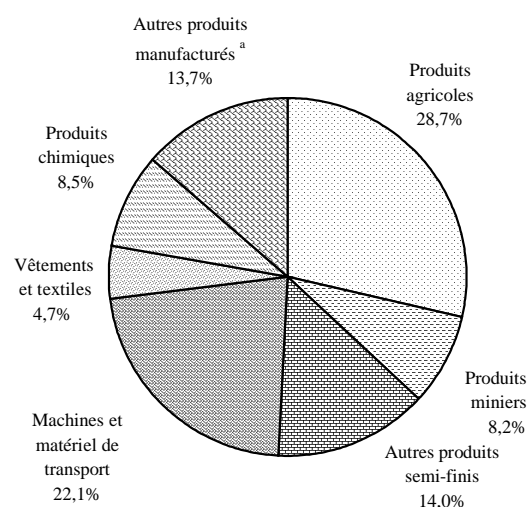
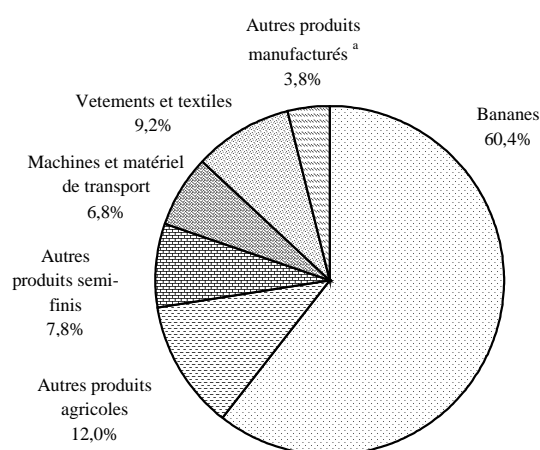
### Sainte-Lucie: Commerce des marchandises, 1998

Pourcentage

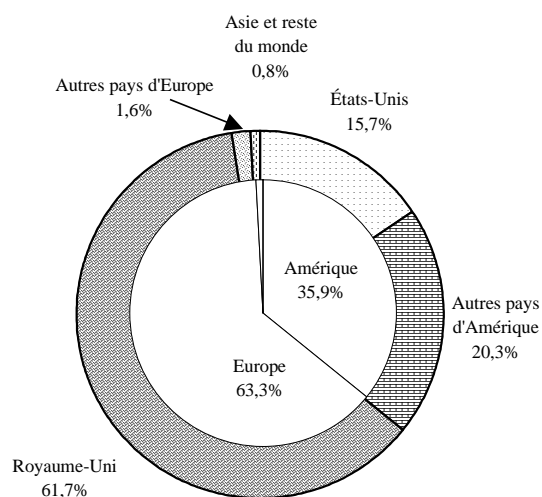
Exportations (f.a.b)

Importations (c.a.f.)

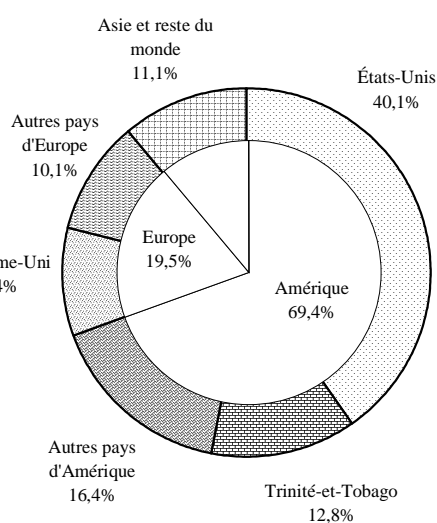
#### a) Par produit



#### b) Par partenaire



Total: 53,8 millions de dollars EU



Total: 328,1 millions de dollars EU

a Y compris d'autres produits non dénommés ailleurs.

Source: DSNU, Base de données Comtrade (SH 1992).



### 3) TENDANCES ET STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT (IED)

27. L'investissement étranger direct net de Sainte-Lucie pendant la période 1995-1999 s'est élevé au total à quelque 265 millions de dollars EU. Ces dernières années, la plus grande partie de l'investissement étranger est allée au secteur des services, en particulier au développement de l'hôtellerie. Néanmoins, des investissements ont également été réalisés dans les activités manufacturières, en particulier dans les secteurs des composants électroniques, des produits alimentaires et des boissons, etc.

### 4) PERSPECTIVES

28. Les autorités ont indiqué que le gouvernement était résolu à poursuivre la transition vers une économie principalement axée sur les services, par le biais de la réforme de son système d'incitations. Le gouvernement a libéralisé et totalement privatisé le secteur de la banane afin d'en accroître l'efficacité et de l'habilitier à recevoir un financement ponctuel du Stabex et du Cadre spécial d'assistance de l'Union européenne afin d'effectuer des travaux d'irrigation et de réaliser d'autres investissements à l'intérieur ou en dehors des exploitations dans le but d'améliorer la productivité et la qualité. Le gouvernement prévoit, malgré le comportement irrégulier du secteur manufacturier, une croissance annuelle de l'ordre de 3 pour cent en 2002 (tableau I.4), tirée par le tourisme et par la reprise de l'agriculture.

**Tableau I.4**

**Scénario correspondant au programme gouvernemental, divers indicateurs économiques, 2000-2002**

	(Taux de croissance, pourcentage)			
	1997-1999	2000	2001	2002
PIB réel	2,2	3,1	3,3	2,9
Revenu nominal	5,6	6,7	6,3	5,5
Indice des prix à la consommation	2,1	5	3	2,5
Production de bananes	-13,6	0	5	2
Dépenses des touristes	4,2	10,2	8,1	6,6
	(pourcentage du PIB)			
Solde des opérations courantes des administrations publiques	5,4	6,8	6,6	6,7
Déficit global (après prise en considération des aides financières)	-0,1	-0,1	-1	-1
Dépenses intérieures brutes	101,6	103	103,6	101,7
Consommation	76	77,5	77,6	75,7
Investissement	25,7	25,5	26	26
Épargne nationale brute	12,1	11,8	13,1	13,8
Épargne extérieure (solde des opérations courantes)	15,6	13,6	13	13,3

Source: Renseignements fournis par les autorités de Sainte-Lucie.

29. L'accent sera mis sur l'aspect budgétaire afin d'améliorer le recouvrement de l'impôt et de rationaliser les dépenses, et ainsi d'accroître l'épargne des administrations publiques. Néanmoins, pour combler le vaste écart qui existe entre épargne et investissement, il faudra encore une épargne extérieure substantielle, en particulier au vu du programme d'investissement ambitieux du gouvernement. La mise en œuvre de ce programme entraînera une augmentation du déficit global en 2001 et 2002 en dépit d'un excédent des opérations courantes de l'administration centrale qui devrait être d'environ 6 pour cent du PIB.

30. Le déficit de la balance des paiements courants doit, selon les prévisions, se maintenir au-dessus de 13 pour cent du PIB. Il est prévu que les exportations de marchandises et de services non facteurs augmentent de 6,2 pour cent, soutenues par les recettes du tourisme, alors que les importations de marchandises et de services non facteurs devraient progresser de 5,7 pour cent à

moyen terme. Les autorités comptent couvrir le déficit des paiements courants grâce à des aides financières procurées sous la forme de fonds du Stabex et du Cadre spécial d'assistance ou d'autres types d'aide assortie de conditions de faveur fournis par des organismes multilatéraux, et grâce à une augmentation de l'investissement étranger direct. On s'attend au minimum à une augmentation de 2 points de pourcentage du rapport entre la dette extérieure et le PIB, qui s'établirait à 27,6 pour cent du PIB, mais cette augmentation pourrait bien s'avérer plus importante étant donné l'ampleur des projets d'investissement qui doivent être entrepris.

## II. POLITIQUE COMMERCIALE

### 1) CADRE CONSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE GÉNÉRAL

31. Sainte-Lucie est une monarchie constitutionnelle dont le régime parlementaire est fondé sur le modèle britannique; ayant accédé à l'indépendance en 1979, Sainte-Lucie est membre du Commonwealth britannique des nations. Le chef d'État est le monarque britannique; celui-ci est représenté par un gouverneur général, qui est nommé sur le conseil du Premier Ministre. Le pouvoir exécutif est dans la pratique exercé par le Premier Ministre et son Cabinet, lesquels sont chargés de conclure des traités commerciaux et d'autres accords se rapportant au commerce.

32. Le pouvoir législatif incombe à un parlement bicaméral composé de la Chambre d'assemblée et du Sénat. Le Parlement exerce ce pouvoir par le biais des projets de lois adoptés par la Chambre d'assemblée et le Sénat puis sanctionnés par le Gouverneur général. Le processus législatif débute généralement par le dépôt d'un projet de loi à la Chambre. Un projet de loi subit généralement trois lectures; après la troisième lecture, il est adopté par la Chambre, avec ou sans amendements. Un processus similaire se déroule au Sénat. Un rapport législatif sur le projet de loi, préparé par le Procureur général, est ensuite envoyé par le Sénat au Gouverneur général pour qu'il sanctionne le document, qui a alors force de loi. Cette procédure s'applique à toutes les lois, y compris les lois commerciales et les autres lois se rapportant au commerce.

33. Le système judiciaire repose sur la *common law* anglaise. Il y a deux paliers locaux de cours judiciaires et la Cour d'appel des Caraïbes orientales. Les tribunaux correctionnels s'occupent des affaires civiles et pénales mineures, tandis que la Cour suprême de Sainte-Lucie, composée d'une haute cour et de deux instances d'appel, s'occupe des affaires civiles et pénales plus graves ainsi que des questions liées à l'interprétation de la Constitution. La Cour d'appel des Caraïbes orientales, cour d'appel de première instance, est formée de trois juges et siège deux fois par année pour entendre les appels de jugements de la Haute Cour. Le Conseil privé, à Londres, en Angleterre, est la cour d'appel de dernière instance. Les autorités ont indiqué que le pouvoir judiciaire joue un certain rôle dans l'application des décisions se rapportant au commerce, principalement celles qui concernent les droits de propriété intellectuelle, l'antidumping et l'évaluation en douane. Dans le cas de violations de droits, le système judiciaire peut appliquer les sanctions nécessaires.

34. Selon la hiérarchie de la législation nationale, la Constitution est la loi suprême du pays, et toutes les autres lois doivent s'y conformer. En vertu des lois de Sainte-Lucie, les accords internationaux qui n'ont pas été transposés dans les lois nationales ne peuvent être invoqués devant les tribunaux et n'ont aucune incidence directe. Les autorités ont signalé que le Cabinet avait dû examiner et approuver la signature et la ratification des Accords du Cycle d'Uruguay, comme c'est le cas pour tous les traités. Bien qu'il n'existe aucune loi portant exclusivement et spécifiquement sur le Cycle d'Uruguay, les Accords conclus à l'issue de ces négociations sont mis en œuvre parce qu'ils ont été transposés dans les lois et réglementations appropriées. Dans la mesure où les Accords sont intégrés au droit national, les particuliers peuvent invoquer les dispositions de l'OMC devant les tribunaux nationaux.

## 2) FORMULATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

35. Outre le Bureau du Premier Ministre, Sainte-Lucie compte 12 Ministères: finances et économie; agriculture, pêche et forêts; éducation, développement des ressources humaines, jeunesse et sports; développement communautaire, culture, administrations locales et coopératives; tourisme et aviation civile; affaires juridiques, affaires intérieures et travail; communications, travaux publics, transport et services publics; commerce, services financiers internationaux et consommation; affaires étrangères et commerce international; planification, développement, environnement et logement; fonction publique; ainsi que santé, services sociaux, famille et rapports sociaux.

36. La formulation de la politique économique et, par le fait même, de la politique commerciale, débute dans les différents ministères quand ceux-ci présentent leurs orientations dans un plan prévu pour une période spécifique. Ces orientations se retrouvent également dans les critères de rendement, lesquels figurent dans le budget national et précisent les objectifs fixés par les ministères. Dans certains cas, les plans peuvent être revus par les ministères au cours de l'exercice financier. Ils font également l'objet d'un examen par le Cabinet dans le cadre de ses délibérations. Le Ministère des finances et de l'économie joue un rôle de coordonnateur, car c'est lui qui établit les contraintes financières qui influent sur les politiques et qui aide le gouvernement à identifier les secteurs prioritaires.

37. Tant le Ministère des affaires étrangères et du commerce international que le Ministère du commerce, des services financiers internationaux et de la consommation participent à la formulation de la politique commerciale et, par le fait même, effectuent des examens et des évaluations. Dans les deux cas, le public peut participer au processus, principalement dans le cadre des consultations effectuées auprès d'organismes du secteur privé, comme la Chambre de commerce.

## 3) RELATIONS INTERNATIONALES

### i) Organisation mondiale du commerce

38. Avant son accession à l'indépendance, Sainte-Lucie appliquait le GATT de fait puisqu'elle faisait partie du territoire métropolitain du Royaume-Uni. Sainte-Lucie est devenue partie contractante au GATT le 13 avril 1993 aux termes de l'article XXVI:5 c), ses droits et obligations au titre du GATT étant rétroactifs à la date de son indépendance, à savoir le 22 février 1979.<sup>1</sup> Sainte-Lucie est un Membre fondateur de l'OMC et applique au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux. Elle a réalisé des progrès sur le plan de la transposition des résultats du Cycle d'Uruguay dans sa législation nationale, ayant modifié la plupart de ses lois en matière de propriété intellectuelle et utilisant des procédures d'évaluation en douane fondées sur l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane (chapitre III). Sainte-Lucie a contracté des engagements initiaux au titre de l'AGCS concernant le tourisme, les services récréatifs, les services financiers et les services de transport maritime. Elle n'a pas participé aux négociations de l'OMC qui se sont poursuivies sur les services de télécommunication et les services financiers.

39. Jusqu'au milieu de l'année 2000, Sainte-Lucie n'avait fait que quelques notifications à l'OMC; celles-ci concernaient des mesures antidumping, des mesures compensatoires, des mesures de sauvegarde, l'inspection avant expédition, des obstacles techniques au commerce et des MIC (tableau II.1). En 2001, Sainte-Lucie a notifié ses lois et réglementations conformément à

---

<sup>1</sup> Document du GATT L/7225.

l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC.<sup>2</sup> Elle a également répondu à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.<sup>3</sup>

**Tableau II.1**  
**Notifications à l'OMC communiquées aux Membres de l'OMC de 1995 à 2000**

Accord de l'OMC	Description	Numéro de document de la plus récente notification ou numéro de la notification
Mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994	Réglementations intérieures: Ordonnance n° 25 du 16 décembre 1964 relative aux droits de douane (dumping et subventions)	G/ADP/N/1/LCA/1, 16 novembre 1995 G/ADP/N/2/Add.1/Rev.3, 16 novembre 1995 G/ADP/N/4/Add.1, 16 novembre 1995
Antidumping (art. 16.4)	Notification des décisions prises (aucune décision)	G/ADP/N/9/Add.1/Rev.1, 16 novembre 1996
Inspection avant expédition (art. 5)	Aucune inspection avant expédition	G/PSI/N/1/Add.3, 19 février 1996
Sauvegardes (art.12:6)	La Loi de Sainte-Lucie sur le commerce extérieur ne contient pas de dispositions spécifiques sur les mesures de sauvegarde, mais l'article 29 du Traité instituant la CARICOM prévoit l'application de mesures de sauvegarde dans les cas où une branche de production nationale est menacée en raison d'un accroissement des importations.	G/SG/N/1/LCA/1, 10 juin 1996
Subventions et mesures compensatoires (SMC) (art. 25.11)	Notification des décisions prises (aucune décision)	G/SCM/N/7/Add.1/Rev.3, 1 <sup>er</sup> juillet 1996 G/SCM/N/4/Add.1/Rev.3, 1 <sup>er</sup> juillet 1996 G/SCM/N/12/Add.1/Rev.1, 25 juillet 1996
SMC (art. 32.6)	Réglementations intérieures: Ordonnance n° 25 du 16 décembre 1964 relative aux droits de douane (dumping et subventions)	G/SCM/N/1/LCA/1, 16 novembre 1995
Obstacles techniques au commerce (art. 15.2)	Notification que le Bureau de la normalisation de Sainte-Lucie est l'organisme national à activité normative, et point d'information national et l'organisme de notification au titre de l'Accord OTC.	G/TBT/2/Add.37, 4 août 1997
MIC (art.5:1)	Sainte-Lucie n'a aucune loi ni réglementation imposant l'utilisation de matières d'origine nationale dans la production manufacturière.	G/TRIMS/N/1/LCA/1, 9 février 1996

Source: Documents de l'OMC.

## ii) Accords régionaux et bilatéraux

40. Sainte-Lucie est membre de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM); la CARICOM a signé des accords commerciaux bilatéraux avec la Colombie, Cuba, le Venezuela et la République dominicaine (voir Généralités). Aux termes du programme CARIBCAN, Sainte-Lucie peut exporter les produits admissibles en franchise de droits vers le Canada. L'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes permet quant à elle à une plus vaste gamme de produits d'être admis en franchise sur le marché américain. En 2000, les préférences accordées au titre de cette initiative ont été étendues à d'autres produits (voir Généralités).

41. Sainte-Lucie est également signataire de la Convention de Lomé IV et de l'Accord de Cotonou. Elle bénéficie activement du système Stabex, qui soutient les programmes se rapportant au secteur de la banane et à d'autres secteurs. Les produits de Sainte-Lucie sont admissibles aux systèmes généralisés de préférences de l'Australie, du Canada, de l'Union européenne, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis.

<sup>2</sup> Documents de l'OMC IP/N/1/LCA/C/1; IP/N/1/LCA/C/2; IP/N/1/LCA/D/1; IP/N/1/LCA/G/1; IP/N/1/LCA/L/1; et IP/N/1/LCA/U/1, 30 mars 2001.

<sup>3</sup> Document de l'OMC IP/N/6/LCA/1, 20 mars 2001.

**iii) Consultations et différends commerciaux**

42. Au début de 2001, Sainte-Lucie n'avait encore jamais été directement associée, ni comme plaignant ni comme défenseur, aux mécanismes de règlement des différends de l'OMC. Toutefois, ses exportations de bananes (tout comme celles d'autres pays ACP) à destination de l'Union européenne dans le cadre de la Convention de Lomé ont fait l'objet d'un différend à l'OMC. Sainte-Lucie a alors été mêlée au processus en tant que tierce partie.

**4) POLITIQUE D'INVESTISSEMENT**

43. La politique d'investissement de Sainte-Lucie relève du Ministère du commerce, des services financiers internationaux et de la consommation (Ministère du commerce). C'est la Société nationale de développement de Sainte-Lucie qui est chargée d'attirer l'investissement étranger. Conformément à la Loi n° 5 de 1985 sur les licences commerciales, les étrangers qui implantent une société à Sainte-Lucie doivent obtenir une licence commerciale auprès du Ministère du commerce lorsque plus de 49 pour cent des actions de la société sont détenues par des ressortissants étrangers ou, si des actions ne sont pas émises, lorsque la société est entièrement sous contrôle étranger. Pour acheter une propriété foncière à Sainte-Lucie, toutes les personnes qui ne viennent pas d'un pays de l'OECD ou de la CARICOM sont tenues par la Loi n° 8 de 1999 sur la propriété foncière des étrangers (licence) d'obtenir une licence à cet égard. Celle-ci est délivrée par le Ministère de la planification, du développement, de l'environnement et du logement et doit être enregistrée par un avocat local.

44. Les autorités de Sainte-Lucie ont indiqué que certaines activités d'investissement sont réservées à ses propres ressortissants. Parmi les activités réservées par le Cabinet aux ressortissants de Sainte-Lucie, on retrouve:

- la distribution au détail et, sauf dans les cas où elle a lieu après la sortie de l'usine, la distribution en gros;
- l'importation à des fins d'échange;
- l'exploitation d'agences et de franchises de distribution;
- l'exploitation de restaurants, à l'exception de restaurants spécialisés haut de gamme;
- l'exploitation d'agences de location de maisons, de villas et d'appartements;
- l'achat de biens immobiliers;
- les travaux de construction (à l'exception de contrats spéciaux), de réparation et d'entretien d'édifices et d'autres installations;
- les travaux d'aménagement paysager;
- les services que les ressortissants de Sainte-Lucie ont la capacité de fournir, y compris les services de secrétariat, de bureau, de coiffure, de blanchisserie, de recrutement interne, de transport et de réparation de véhicules et autres;
- les services de publicité, sauf lorsque la technologie locale n'est pas assez avancée;
- les divertissements prolongés;
- l'exploitation de pensions de famille de moins de dix chambres ou dans lesquelles moins de 600 000 dollars des Caraïbes orientales ont été investis;
- l'exploitation d'une usine de fabrication ou de transformation dans un secteur qui possède déjà une capacité de production locale suffisante, dans laquelle moins de 250 000 dollars des Caraïbes orientales ont été investis et qui emploie moins de dix ressortissants de Sainte-Lucie;
- les services d'imprimerie, sauf lorsque la technologie locale n'est pas assez avancée;
- la production de produits agricoles, d'articles d'artisanat, de meubles, de boissons gazeuses, le pain et de pâte; les industries extractives; les jeux de hasard et les loteries; les installations d'entreposage dans lesquelles moins de 500 000 dollars des Caraïbes orientales ont été investis; la location et la location à bail d'équipement lourd; le rechapage et la réparation de

pneus; ainsi que l'entretien et la réparation des routes; exclusivement pour le marché intérieur.

45. Malgré ces activités réservées aux ressortissants de Sainte-Lucie, des licences commerciales peuvent être émises à des sociétés ou à des particuliers étrangers lorsque l'investissement local n'a pas été suffisant ou lorsque la technologie appropriée n'est pas disponible localement. Les incitations fiscales accordées aux sociétés étrangères leur permettent de rapatrier les bénéfices sans restriction. Une licence n'est pas non plus requise à cette fin.

46. À moins d'avoir été exemptés aux termes de la Loi sur les incitations fiscales, les bénéfices tirés de l'investissement étranger sont soumis au traitement national et assujettis à un taux d'imposition de 33,3 pour cent dans le cas des sociétés, et de 30 pour cent dans le cas des particuliers. Des conventions de double imposition ont été conclues avec d'autres pays de la CARICOM. Sainte-Lucie n'a pas conclu d'accords de ce genre ni de traités d'investissement bilatéraux avec des pays qui ne font pas partie de la CARICOM; un accord sur l'échange de renseignements fiscaux a toutefois été conclu avec les États-Unis. En tant que bénéficiaire de l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes, qui comporte un accord sur l'échange de renseignements fiscaux, Sainte-Lucie peut obtenir un financement inférieur aux taux du marché pour les produits admis dans le cadre de cette initiative. En contrepartie, les cadres supérieurs des États-Unis peuvent réclamer une déduction d'impôt pour les dépenses effectuées à l'occasion de conventions qui se sont tenues à Sainte-Lucie.

### **III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE**

#### **1) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS**

##### **i) Formalités**

47. Les formalités douanières sont établies dans la Loi n° 36 de 1968, qui renferme les réglementations inhérentes à la loi principale, la Loi douanière n° 23 de 1990 (contrôle et gestion). Toutes les importations doivent être accompagnées d'une facture commerciale (trois exemplaires) et du formulaire n° 19, déclaration en douane. La valeur c.a.f. des marchandises importées doit être indiquée sur les formulaires n° 61 et 62 et doit être documentée par de simples connaissements ou par des connaissements aériens. Si nécessaire, la licence d'importation ou d'exportation appropriée, les certificats exigés aux termes de la Loi sur la protection phytosanitaire et de la Loi sur le contrôle des pesticides ainsi que les certificats de santé et d'inspection des viandes doivent également être joints au formulaire de déclaration. Toutes les déclarations présentées aux services douaniers font l'objet d'une vérification avant le dédouanement. Les services douaniers utilisent le Système douanier automatisé (SYDONIA).

##### **ii) Droits de douane**

###### **a) Structure**

48. Sainte-Lucie applique le Tarif extérieur commun (TEC) de la CARICOM depuis février 1991. Elle a mis en œuvre la première phase du calendrier des réductions du TEC comme prévu en 1993, mais a par la suite retardé l'application des autres phases. La phase II a été mise en œuvre le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et la phase III a été abandonnée: Sainte-Lucie est passée directement à la phase IV le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Les changements au TEC sont apportés au niveau de la CARICOM, bien qu'il incombe ultimement au Parlement de modifier les taux de droit. Les exceptions au TEC sont décidées d'un commun accord entre les membres de la CARICOM et doivent être appliquées par le Conseil du développement économique et commercial (COTED).

49. Le tarif douanier de Sainte-Lucie est fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises; tel qu'il était appliqué en 2000, il comportait 6 368 lignes tarifaires au niveau des sept chiffres. Tous les droits sont *ad valorem*. Il n'y a pas de droits de douane saisonniers. Les taux de droits varient de 0 à 70 pour cent. Les exceptions au TEC incluses dans les listes A, B, C et D figurent à la Partie II du tarif douanier. La liste A comporte principalement les produits agricoles, les matériaux d'emballage, la céramique, les lave-linge et sèche-linge ainsi que les appareils sanitaires. La liste C contient principalement les boissons alcooliques, les produits du tabac, les produits pétroliers, les bijoux, les appareils électriques et les véhicules automobiles. Les taux appliqués à ces produits sont, à quelques exceptions près, supérieurs aux taux du TEC. Les produits figurant sur la liste A sont assujettis à un droit de douane maximal de 40 pour cent, mais Sainte-Lucie applique des taux généralement inférieurs à ceux du TEC pour un groupe de produits énumérés dans cette liste et admet en franchise un grand nombre d'entre eux.

50. La structure actuelle du TEC accorde une protection effective aux produits finis faisant face à des produits concurrents, et les importations d'intrants et de biens d'équipement qui n'ont pas de concurrents sont admises en franchise à Sainte-Lucie. Les biens d'équipement concurrents sont assujettis à des droits de douane de 15 pour cent, alors que les biens intermédiaires concurrents sont assujettis à des droits de 20 pour cent. Les produits finis, les produits manufacturés d'usage courant, les produits agro-industriels et les vêtements non concurrents sont assujettis à des droits de douane qui varient entre 25 et 30 pour cent.

51. La plupart des produits figurant dans la liste C (véhicules automobiles, certains appareils électriques, métaux précieux, produits du tabac, bières, vins et spiritueux) ainsi que certains produits manufacturés d'usage courant (savon, shampoing, etc.) sont assujettis à des droits de 30 pour cent. Les droits effectivement appliqués peuvent être modifiés à des fins budgétaires; comme les produits de la liste C sont des exceptions au TEC, les droits effectivement appliqués ne sont pas fixés dans le cadre de la CARICOM. Dans le cas de Sainte-Lucie, la plupart de ces produits sont assujettis à des taux consolidés supérieurs à 50 pour cent. Ainsi, les taux consolidés qui s'appliquent aux véhicules automobiles varient entre 100 et 140 pour cent, selon la catégorie.

52. Outre les droits d'importation, Sainte-Lucie applique une redevance pour opérations douanières qui correspond à 4 pour cent de la valeur c.a.f. de toutes les importations, conformément à l'Ordonnance n° 38 de 1994 sur la redevance pour opérations douanières et à la Loi n° 10 de 1989. Un taux réduit de 1 pour cent est appliqué à certaines occasions, déterminées par décision du Cabinet de façon discrétionnaire. La redevance peut également être entièrement annulée; ainsi, durant l'exercice financier 1999-2000, elle n'a pas été perçue dans le cas des importations de matières premières destinées au secteur manufacturier (chapitre III 3) ii).

b) Consolidations tarifaires

53. Sainte-Lucie n'avait contracté aucun engagement tarifaire dans le cadre du GATT. Toutes les lignes tarifaires, à l'exception de deux (au niveau à quatre chiffres du SH de 1992), ont été consolidées durant le Cycle d'Uruguay; les exceptions concernaient les crustacés et les mollusques frais, même décortiqués (SH 0306 et 0307). Les autres lignes tarifaires du chapitre 3 du SH ont été consolidées à 100 pour cent, à l'exception des poissons frais, congelés ou réfrigérés, dont les droits ont été consolidés à 130 pour cent (SH 0306 et 0307) en 2000. Pour les produits agricoles (selon la définition de l'OMC), les droits ont été consolidés à un niveau maximal de 100 pour cent, sauf dans quelques cas où ils ont été consolidés à un taux supérieur.

54. Sainte-Lucie a consolidé à un taux général de 50 pour cent ses droits de douane sur les produits inclus dans les positions des chapitres 25 à 97 du SH, sauf pour les produits énumérés à l'Annexe I de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, avec plus de 200 exceptions aux niveaux à quatre, six ou sept chiffres du SH pour lesquels les taux consolidés varient entre 73 et 220 pour cent (tableau AIII.1). Un grand nombre des produits visés par ces exceptions sont également soumis à licence.

55. Sainte-Lucie n'a pas inscrit d'autres droits et impositions, telle la redevance pour opérations douanières, dans sa liste tarifaire OMC.

c) Moyenne et fourchette des droits

56. En 2000, la moyenne simple des droits NPF a été de 10,1 pour cent. La moyenne des droits NPF a été de 16,6 pour cent pour les produits agricoles (selon la définition de l'OMC) et de 8,8 pour cent pour les produits non agricoles (tableau III.1). La franchise de droits est accordée pour 38,8 pour cent des lignes tarifaires en ce qui concerne les importations en régime NPF, alors qu'environ les deux tiers des lignes tarifaires sont assujetties à des droits de 10 pour cent ou à des droits inférieurs (graphique III.1). Près du tiers des lignes tarifaires se rapportant aux produits agricoles sont assujetties à des droits de 40 pour cent. Le taux maximal appliqué pour les exceptions au TEC peut atteindre 70 pour cent dans le cas de certains types d'armes et de munitions, 45 pour cent dans le cas des boissons alcooliques et des cigarettes et 35 pour cent dans le cas des véhicules automobiles, tous inclus dans la liste C.

**Tableau III.1**  
**Analyse sommaire des droits effectivement appliqués par Sainte-Lucie en 2000**

Analyse	Nombre de lignes	Droits effectivement appliqués			Droits effectivement appliqués + redevance pour opérations douanières		
		Moyenne (pourcentage)	Fourchette (pourcentage)	CV	Moyenne (pourcentage)	Fourchette (pourcentage)	CV
<b>Total</b>	6 368	10,1	0-70	1,2	14,1	4-74	0,9
<b>Catégorie de l'OMC</b>							
Produits agricoles	1 051	16,6	0-45	1,0	20,6	4-49	0,8
Animaux vivants et produits du règne animal	148	14,4	0-40	1,2	18,4	4-44	0,9
Produits de la laiterie	24	6,3	0-20	1,0	10,3	4-24	0,6
Café et thé, cacao, sucre, etc.	172	17,0	0-40	0,9	21,0	4-44	0,7
Fleurs coupées et plantes	56	8,8	0-40	1,6	12,8	4-44	1,1
Fruits et légumes	253	25,5	0-45	0,6	29,5	4-49	0,5
Céréales	29	15,0	0-40	0,8	19,0	4-44	0,7
Graines oléagineuses, graisses et huiles et produits de leur dissociation	95	16,7	0-40	1,1	20,7	4-44	0,9
Boissons et liquides alcooliques	107	23,4	0-45	0,6	27,4	4-49	0,5
Tabacs	10	15,0	0-45	1,4	19,0	4-49	1,1
Produits non agricoles selon la définition de l'OMC (à l'exclusion du pétrole)	5 278	8,8	0-70	1,3	12,8	4-74	0,9
Poissons et produits de la pêche	157	26,6	0-45	0,7	30,6	4-49	0,6
Produits minéraux, pierres gemmes/métaux précieux	411	8,1	0-30	1,2	12,1	4-34	0,8
Métaux	715	4,3	0-35	1,7	8,3	4-39	0,9
Cuirs, caoutchouc, chaussures, articles de voyage	168	10,9	0-30	0,9	14,9	4-34	0,6
Bois, pâtes, papiers et meubles	314	8,4	0-25	1,0	12,4	4-29	0,6
Textiles et vêtements	950	12,3	0-30	0,9	16,3	4-34	0,7



Droits effectivement appliqués					Droits effectivement appliqués + redevance pour opérations douanières		
Analyse	Nombre de lignes	Moyenne (pourcentage)	Fourchette (pourcentage)	CV	Moyenne (pourcentage)	Fourchette (pourcentage)	CV
Industrie de la CITI <sup>a</sup>							
Agriculture et pêche	427	20,6	0-45	0,9	24,6	4-49	0,8
Industries extractives	116	5,5	0-30	1,5	9,5	4-34	0,9
Industries manufacturières	5 824	9,4	0-70	1,2	13,4	4-74	0,8
Stade de transformation							
Matières premières	841	15,7	0-45	1,1	19,7	4-49	0,9
Demi-produits	1 821	4	0-40	1,3	8,0	4-44	0,6
Produits finis	3 706	11,8	0-70	1,0	15,8	4-74	0,8
Section du SH							
01 Animaux vivants et produits du règne animal	309	19,8	0-45	1,0	23,8	4-49	0,8
02 Produits du règne végétal	400	18,2	0-40	1,0	22,2	4-44	0,8
03 Graisses et huiles	53	25,1	0-40	0,7	29,1	4-44	0,6
04 Produits des industries alimentaires, etc.	355	18,6	0-45	0,7	22,6	4-49	0,6
05 Produits minéraux	203	5,3	0-30	1,1	9,3	4-34	0,7
06 Produits des industries chimiques	932	6,8	0-35	0,9	10,8	4-39	0,6
07 Matières plastiques et caoutchouc	234	7,7	0-25	1,0	11,7	4-29	0,7
08 Peaux et cuirs	84	8,1	0-20	1,1	12,1	4-24	0,7
09 Bois et ouvrages en bois	121	9,5	0-20	0,6	13,5	4-24	0,4
10 Pâtes, papier, etc.	170	6,1	0-25	1,4	10,1	4-29	0,8
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	935	11,9	0-30	0,9	15,9	4-34	0,7
12 Chaussures, coiffures	67	18,5	0-30	0,5	22,5	4-34	0,4
13 Ouvrages en pierres	195	8,8	0-25	0,9	12,8	4-29	0,7
14 Pierres gemmes, etc.	61	15,7	0-30	1,0	19,7	4-34	0,8
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	709	4,6	0-35	1,7	8,6	4-39	0,9
16 Machines	897	4,7	0-35	2,0	8,7	4-39	1,1
17 Matériel de transport	196	13,6	0-45	1,2	17,6	4-49	0,9
18 Instruments et appareils de précision	248	8,3	0-30	1,2	12,3	4-34	0,8
19 Armes et munitions	20	41,0	0-70	0,7	45,0	4-74	0,7
20 Marchandises et produits divers	171	15,1	0-35	0,5	19,1	4-39	0,4
21 Objets d'art, etc.	8	20,6	20-25	0,1	24,6	24-29	0,1

a Selon la CITI (Rev.2), à l'exclusion de l'électricité (une ligne tarifaire).

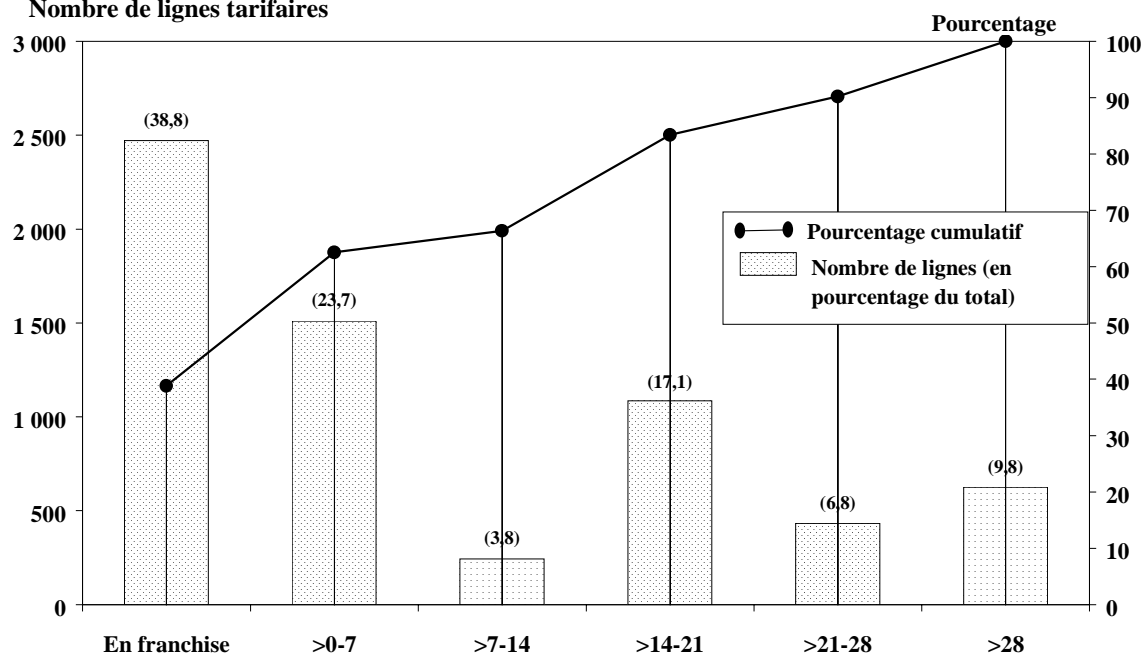
Note: CV = coefficient de variation.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC fondées sur des données communiquées par les autorités de Sainte-Lucie.

### Graphique III.1

#### Distribution de fréquence des taux de droits NPF, en 2000

Nombre de lignes tarifaires



a Nombre total de lignes tarifaires: 6 368.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur des données communiquées par les autorités de Sainte-Lucie.

#### d) Recettes douanières

57. Les droits de douane continuent de constituer une importante source de revenus pour le gouvernement. En 1998, les taxes perçues sur les échanges commerciaux internationaux et les transactions connexes ont représenté quelque 56,8 pour cent du total des recettes publiques et 60,9 pour cent des recettes fiscales. Les droits de douane perçus ont totalisé 66 millions de dollars des Caraïbes orientales (24,4 millions de dollars EU), soit 16,4 pour cent des recettes du gouvernement central en 1998; la taxe à la consommation représentait environ 30,2 pour cent des recettes publiques de cette année-là, alors que les redevances représentaient quelque 7,6 pour cent de ces recettes.

58. On s'attend à ce que la récente mise en œuvre de la phase IV du calendrier des réductions du TEC ait une incidence sur le montant des recettes provenant des taxes à l'importation. Selon une étude effectuée par le Secrétariat de l'OECD, les recettes provenant des droits d'importation et de la taxe à la consommation chuteront d'environ 9,2 millions de dollars des Caraïbes orientales. Toutefois, si les réductions tarifaires sont transmises aux consommateurs à moyen terme, les recettes publiques pourraient bénéficier de la réduction des prix à l'importation et de l'augmentation des volumes d'importation qui devraient s'ensuivre.

## e) Avantages tarifaires

59. Des réductions tarifaires à des taux inférieurs à ceux du TEC sont accordées pour les produits inclus dans la Liste des exemptions de droit conditionnelles annexée au TEC quand ces produits sont importés aux fins approuvées (généralement destinés à l'industrie, à l'agriculture, à la pêche, aux forêts et aux industries extractives). Tous ces produits peuvent être importés en franchise à Sainte-Lucie, celle-ci étant considérée comme un PMA au sein de la CARICOM, au lieu d'être assujettis au taux de 5 pour cent prévu dans le TEC.

60. Certains produits, inscrits sur la Liste des marchandises non admises aux exemptions de droit conditionnelles annexée au TEC, ne peuvent être exemptés de droits (en tout ou partie). Cette liste comprend des marchandises produites au sein du Marché commun des Caraïbes en quantités jugées suffisantes pour justifier l'application d'une protection tarifaire.

61. Cet allègement des droits se trouve également dans plusieurs mécanismes de promotion de l'investissement, de la production et des exportations mis en œuvre par Sainte-Lucie (section 3) ii)). Toutefois, dans de nombreux cas, la portée de ces mécanismes a été amenuisée par les réductions tarifaires. Ainsi, les importations de facteurs de production non concurrents ne sont plus assujetties à des droits de douane.

## f) Préférences tarifaires

62. Sainte-Lucie permet aux produits importés des autres pays de la CARICOM d'être admis en franchise, sauf dans les cas où des exceptions sont prévues dans les articles 28, 29 et 56 du Traité instituant la CARICOM (section 2) vi)).

**iii) Autres prélèvements et impositions**

63. Une taxe générale à la consommation frappe tous les produits, y compris les produits importés, énumérés dans l'Ordonnance n° 32 de 1993 sur la taxe à la consommation (remplacement de la liste). Cette taxe s'applique principalement aux produits non agricoles; comme une grande partie de ces produits sont importés, les revenus provenant de la taxe à la consommation qui frappe les produits nationaux ne représentent qu'un dixième des revenus générés par les importations. La taxe est appliquée sur la valeur c.a.f. des importations majorée des droits de douane. Les taux varient entre 0 et 45 pour cent, à l'exception des boissons gazeuses et des boissons à base de malt en récipients de métal, lesquelles font l'objet de restrictions et sont assujetties à un droit spécifique de 3,17 dollars des Caraïbes orientales le récipient, quand leur importation est autorisée. Dans le cas des produits nationaux, la taxe à la consommation s'applique sur le prix de gros; les autorités ont toutefois signalé que, au début de 2001, elles s'apprêtaient à modifier leur législation pour que la taxe à la consommation soit appliquée sur le prix départ usine. Les boissons alcooliques, les cigarettes, les cigares et les huiles lubrifiantes ont été assujettis à des taux spécifiques jusqu'à la fin de 1999, lorsque la taxe à la consommation qui les frappait a été remplacée par un droit d'accise. La taxe à la consommation peut être partiellement ou totalement annulée pour les entreprises agréées qui bénéficient d'un programme d'incitations (section 3) ii)).

64. La Loi n° 29 de 1999 sur les droits d'accise, adoptée le 21 décembre 1999, a instauré de nouveaux droits d'accise pour remplacer la taxe à la consommation à laquelle certains produits étaient auparavant assujettis. Le changement a été apporté lors de la mise en œuvre de la phase IV du calendrier des réductions du TEC à Sainte-Lucie, le 1<sup>er</sup> janvier 2000, ce qui signifie que les droits de douane appliqués à certains produits ont été réduits. Les nouveaux droits d'accise ont été calculés de façon à n'avoir aucune incidence sur les recettes afin de compenser cette réduction.

65. Les produits imposables figurent dans la première liste de la Loi sur les droits d'accise et comprennent principalement les spiritueux, les véhicules automobiles et leurs pièces ainsi que les poudres propulsives. La classification et la désignation des marchandises reposent sur les numéros de position précisés dans le TEC. Les droits s'appliquent aux produits nationaux et aux marchandises importées mais, à l'exception des spiritueux, la production nationale des marchandises figurant dans la première liste est minime, voire inexistante. Les taux peuvent être spécifiques, comme dans le cas des spiritueux, ou *ad valorem*, comme dans le cas des poudres propulsives et des véhicules automobiles. Pour ce qui est de ces derniers, les taux varient entre 33,75 et 100 pour cent (tableau III.2).

**Tableau III.2**  
**Taux de droit d'accise appliqués sur les produits nationaux et les marchandises importées: première liste**

Position du SH	Désignation des marchandises	Taux de droit d'accise
220300101	Bières, en récipients en métal de 19 litres	0,94\$/litre
220300102	Bières, dans d'autres récipients en métal	2,00\$/litre
220300104	Bières, en récipients en verre	0,94\$/litre
220300109	Bières, dans d'autres récipients	0,94\$/litre
220300201	Stout, en récipients en métal	0,44\$/litre
220300203	Stout, en récipients en verre	0,44\$/litre
220300209	Stout, dans d'autres récipients	0,44\$/litre
22071000	Rhum non dénaturé (rhum fort)	3,49\$/litre
22082010	Brandy, importé en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol.	10,00\$/litre
22082090	Autres eaux-de-vie de vin ou de marc de raisin	10,00\$/litre
22083010	Whisky, importé en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol.	13,66\$/litre
22083090	Autres whiskies	12,00\$/litre
220840101	Rhum et tafia, importés en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol. (non mature)	2,40\$/litre
220840109	Rhum et tafia, importés en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol. (autre)	8,12\$/litre
22084090	Autres rhums et tafias	8,12\$/litre
22085010	Gin et genièvre, importés en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol.	12,00\$/litre
22085090	Autres gins et genièvres	12,00\$/litre
22086000	Vodka	10,00\$/litre
22089090	Autres	12,00\$/litre
36010000	Poudres propulsives	85%
36030000	Mèches de sûreté; cordeaux détonants; amorces et capsules fulminantes; allumeurs	85%
36041000	Articles pour feux d'artifice	60%
8702.1010	Autocars, bus et minibus ne comportant pas plus de 21 places assises	60%
87021020	Autres autocars, bus et minibus ne comportant pas plus de 21 places assises	34%
87021030	Autocars, bus et minibus comportant plus de 21 places assises	60%
87021040	Autres autocars, bus et minibus comportant plus de 21 places assises	34%
87021050	Autocars, bus et minibus comportant plus de 29 places assises	60%
87021060	Autres autocars, bus et minibus comportant plus de 29 places assises	34%
87021090	Autres véhicules automobiles à compression	34%
87029010	Autres: autocars, bus et minibus ne comportant pas plus de 21 places assises	60%
87029020	Autres autocars, bus et minibus ne comportant pas plus de 21 places assises	34%
87029030	Autocars, bus et minibus comportant plus de 21 mais pas plus de 29 places assises	60%

Position du SH	Désignation des marchandises	Taux de droit d'accise
87029040	Autres autocars, bus et minibus comportant plus de 21 mais ne comportant pas plus de 29 places assises	34%
87029050	Autocars, bus et minibus ne comportant pas plus de 29 places assises	60%
87029060	Autres autocars, bus et minibus comportant plus de 21 places assises	81%
87029090	Autres véhicules automobiles destinés au transport de 10 personnes ou plus	34%
87031000	Véhicules spécialement conçus pour se déplacer sur la neige; véhicules spéciaux pour le transport de personnes sur les terrains de golf, etc.	40%
87032190	D'une cylindrée n'excédant pas 1 000 cm <sup>3</sup> : autres	41%
87032290	D'une cylindrée excédant 1 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 1 500 cm <sup>3</sup> : autres	41%
87032320	D'une cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 1 800 cm <sup>3</sup>	41%
87032330	D'une cylindrée excédant 1 800 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 000 cm <sup>3</sup>	70%
87032340	D'une cylindrée excédant 2 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 3 000 cm <sup>3</sup>	95%
87032410	D'une cylindrée excédant 3 000 cm <sup>3</sup> à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines	60%
87032490	D'une cylindrée excédant 3 000 cm <sup>3</sup> : autres	100%
87033190	D'une cylindrée n'excédant pas 1 500 cm <sup>3</sup> : autres	34%
87033210	Cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 000 cm <sup>3</sup> , à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines	45%
87033220	Cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 000 cm <sup>3</sup> : autres	61%
87033230	Cylindrée excédant 2 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 500 cm <sup>3</sup> , à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines	55%
87033240	Cylindrée excédant 2 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 500 cm <sup>3</sup> : autres	75%
87033310	Cylindrée excédant 2 500 cm <sup>3</sup> : à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines, etc.	60%
87033390	Cylindrée excédant 2 500 cm <sup>3</sup> : autres	75%
87039000	Autres voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport	75%
87041000	Tombereaux automoteurs conçus pour être utilisés en dehors du réseau routier	50%
87042110	D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes: à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines, etc.	40%
87042190	D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes: autres	55%
87042210	D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes: à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines	40%
87042290	D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes: autres	50%
87042310	D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes: à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines, etc.	40%
87042390	D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes: autres	40%
87043110	D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes: à l'état démonté, destinés à être assemblés dans des usines, etc.	40%
87043190	D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes: autres	55%
87043210	À l'état complètement démonté, destinés à être assemblés dans des usines agréées à cet effet par l'autorité compétente	40%
87043290	Autres d'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes	55%
87049000	Autres véhicules automobiles pour le transport de marchandises	55%
87051000	Camions-grues	60%
87054000	Camions-bétonnières	60%
87059000	Autres véhicules automobiles à usages spéciaux, autres que ceux conçus pour le transport	60%
87071000	Carrosseries des véhicules visés par la position 87.03	40%
87079010	Carrosseries de bus	40%

Position du SH	Désignation des marchandises	Taux de droit d'accise
87079090	Autres carrosseries des véhicules automobiles de la position 87.01, y compris les cabines	40%
87083110	Garnitures de freins montées pour tracteurs	40%
87083910	Autres parties de tracteurs	40%
87084010	Boîtes de vitesses pour tracteurs	40%
87085010	Ponts avec différentiel pour tracteurs	40%
87086010	Essieux porteurs pour tracteurs	40%
87087010	Roues, leurs parties et accessoires pour tracteurs	40%
87088010	Amortisseurs de suspension pour tracteurs	40%
87089110	Radiateurs pour tracteurs	40%
87089210	Silencieux et tuyaux d'échappement pour tracteurs	40%
87089310	Embrayages et leurs parties	40%
87089410	Volants pour tracteurs	40%
87089910	Autres parties pour tracteurs	40%
87111010	Motocycles pour le transport des marchandises	45%
87112010	Motocycles à moteur à piston alternatif pour le transport des marchandises	45%
87113010	À moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 250 cm <sup>3</sup>	45%
87114010	À moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 800 cm <sup>3</sup> pour le transport des marchandises	45%
87119010	Autres chariots automobiles pour le transport des marchandises	45%
87141100	Selles de motocycles	40%
87141900	Autres parties et accessoires des véhicules des positions 87.11 à 87.13	40%
93061000	Cartouches pour pistolets de scellement ou pour pistolets d'abattage	95%
93062910	Parties	95%
93063010	Parties	95%

Source: Loi n° 29 de 1999 sur le droit d'accise.

66. La Loi sur les droits d'accise établit une distinction entre l'utilisation finale et l'utilisation intermédiaire lorsqu'il s'agit de déterminer les obligations fiscales. Dans le cas des spiritueux, plus particulièrement du rhum, la deuxième liste exempte le rhum non dénaturé (SH 22071000) du droit d'accise uniquement s'il est utilisé dans la fabrication de boissons alcooliques. Dans d'autres cas, les produits autrement imposables peuvent être entièrement ou partiellement exemptés du droit d'accise s'ils sont destinés à être utilisés par un fabricant enregistré pour produire à Sainte-Lucie d'autres marchandises imposables.

67. Pour ce qui est des importations, le droit d'accise est calculé à partir de la valeur c.a.f. ou de la "valeur des marchandises telle qu'établie par la Loi douanière de 1990 (contrôle et gestion) aux fins de l'évaluation des droits de douane *ad valorem* appliqués aux marchandises" (paragraphe 4.1 a)). Le droit d'accise doit être versé avant que les marchandises n'entrent à Sainte-Lucie. Dans le cas de produits nationaux ou de services imposables, le droit d'accise est appliqué sur le prix de gros.

#### iv) Évaluation en douane et règles d'origine

68. La principale méthode d'évaluation des marchandises importées est précisée dans la deuxième liste de la Loi douanière n° 23 de 1990 (contrôle et gestion), laquelle repose sur les principes de l'Accord du GATT sur l'évaluation en douane. Le fret et l'assurance sont inclus dans la mesure où ces dépenses ont été effectuées par l'acheteur. Conformément à cette loi, c'est la valeur transactionnelle qui est généralement utilisée pour évaluer les marchandises; sinon, ce sont les méthodes indiquées

dans l'Accord sur l'évaluation en douane qui sont suivies, selon l'ordre prescrit. Ni les prix minimaux à l'importation, ni les prix de référence ne sont utilisés.

69. Le Service de l'évaluation en douane de la Division des douanes et des impôts indirects examine la valeur de certaines importations sensibles; environ la moitié des cargaisons sont inspectées, car de nombreux écarts ont été constatés, particulièrement dans le secteur des marchandises d'occasion. Aux termes de la Loi n° 6 de 1993, le Contrôleur des douanes peut, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée, rectifier la valeur en douane d'une marchandise s'il a constaté que celle-ci était inexacte. Les autorités ont indiqué que les marchandises ne sont pas saisies pendant la tenue de l'enquête, et que les droits sont initialement calculés sur la valeur transactionnelle en attendant les résultats de celle-ci.

70. La Loi douanière n° 23 (contrôle et gestion) prévoit que les différends concernant l'évaluation en douane ou le montant des droits exigés par un agent peuvent être entendus par le Contrôleur des douanes ou par les représentants de la Commission d'appel des douanes nommés par le ministre responsable des services douaniers. Le Contrôleur ou l'appelant peut interjeter appel devant la Haute Cour de toute décision rendue par les commissaires concernant une question de droit ou un mélange de fait et de droit. En outre, l'un ou l'autre peut interjeter appel auprès de la Cour d'appel de toute décision rendue par la Haute Cour.

71. Sainte-Lucie applique les règles d'origine adoptées par la CARICOM en juin 1981. Aux termes du mécanisme de sauvegarde, reconnu dans les règles de la CARICOM, il est possible de déroger aux règles d'origine. Sainte-Lucie ne recourt à l'heure actuelle à aucune dérogation, même si, par le passé, elle l'a fait à quatre reprises. Une demande de dérogation est actuellement (2001) à l'étude pour les boissons gazeuses.

#### **v) Prohibitions et restrictions à l'importation et régime de licences**

72. Les importations prohibées, qui sont énumérées dans la Partie I de la troisième liste de la Loi douanière, incluent: les pièces de monnaie contrefaites; l'opium; certains types de couteaux; certains types de pistolets; les brosses et pinces à barbe en provenance du Japon; les allumettes fabriquées à partir de phosphore blanc; ainsi que les aliments impropres à la consommation humaine. Les produits énumérés ne sont pas désignés par une classification tarifaire puisque, dans la plupart des cas, il s'agit de produits spécifiques ou de parties d'une position. Toutefois, un grand nombre des produits prohibés font partie des chapitres 93 à 96 du SH.

73. Les importations faisant l'objet de restrictions sont énumérées dans la Partie II de la troisième liste et incluent: les stupéfiants; certains articles en or et en argent; les armes et munitions; les explosifs; l'équipement de transmission radioélectrique et télévisuelle, sauf s'il est accompagné d'une licence délivrée par le Ministère des communications; les pneus tout caoutchouc; les véhicules automobiles conçus pour circuler à gauche; les menottes; les spiritueux, la bière et le vin autres que dans des bouteilles de verre ou de pierre; les tronçonneuses à chaîne; les animaux ou les plantes dont le commerce est réglementé par la CITES; les marchandises portant les armoiries de Sainte-Lucie; ainsi que le tabac et les cigarettes, sauf les paquets complets. Un certain nombre de produits sont soumis à licence quel que soit l'endroit dont ils proviennent, alors que d'autres le sont uniquement lorsqu'ils sont importés de pays ne faisant pas partie de la CARICOM.

74. L'Ordonnance n° 31 de 1996 sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions) établit des prescriptions en matière de licences d'importation pour un certain nombre de marchandises énumérées dans les deuxième, troisième et quatrième listes de l'Ordonnance (tableau III.3). La deuxième liste de l'Ordonnance vise les produits relevant du régime de licences

non automatiques lorsqu'ils sont importés d'un pays ne faisant pas partie de la CARICOM, alors que la troisième liste s'applique aux produits qui nécessitent une licence lorsqu'ils sont importés d'un pays de l'OECD ou de la CARICOM. Tous ces produits figurent également dans la deuxième liste, ce qui signifie qu'ils sont également soumis à licence quel que soit le pays d'où ils sont importés.

**Tableau III.3**  
**Prescriptions imposées par Sainte-Lucie en matière de licences d'importation**

**Deuxième liste: Marchandises qui nécessitent une licence lorsqu'elles sont importées d'un pays ne faisant pas partie du Marché commun des Caraïbes:**

Poussins, jeunes poules destinées à la reproduction (Ex 01.05); viandes et abats comestibles (Chapitre 2); poissons, frais, congelés ou réfrigérés (SH 03.01 à 03.04); poissons fumés (SH 0305.40); crustacés et mollusques, frais, réfrigérés, congelés ou salés, etc. (SH 03.06 et 03.07); lait frais (SH 0401.001); œufs en coquilles (SH 04.07); miel naturel (SH 04.09); arbres de Noël (vivants) (SH 0602.909); légumes, à l'état frais ou réfrigéré (SH 07.01 à 07.09); légumes congelés (SH 07.10); légumes à cosse secs, écosés (SH 07.13); racines d'arrow-root, patates douces et autres similaires, fraîches ou séchées, entières ou débitées en morceaux (SH 07.14); noix de coco, noix de cajou, fraîches ou sèches (Ex SH 08.01); bananes, fraîches ou sèches (Ex SH 08.03); ananas, avocats, mangues, goyaves, frais ou secs; agrumes, frais ou secs (Ex SH 08.04); agrumes, frais ou secs (SH 08.05); café moulu (SH 0901.20); poivre, piments (SH 09.04); vanille (SH 0905.00); cannelle (Ex SH 09.06); girofles (SH 0907.00); noix muscades, macis (Ex SH 09.08); thym, safran, feuilles de laurier, gingembre, curry et autres épices (SH 09.10); riz (SH 10.06); farine de froment (blé) (Ex SH 1101.00); huiles alimentaires (SH 15.07 à 15.15); margarine, succédané de saindoux et autres préparations de graisses alimentaires (SH 15.17); saucisses, saucissons et produits similaires, de viande, d'abats ou de sang (SH 16.01); autres préparations et conserves de viande et d'abats (SH 16.02); petits pâtés au poulet (SH 1602.39); petits pâtés au bœuf (SH 1602.509); préparations et conserves de poissons (hambourgeois, bâtonnets et petits pâtés au poisson) (Ex SH 16.04); crustacés et mollusques, préparés ou conservés (SH 16.05); sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide (SH 17.01); pâtes alimentaires (SH 19.02); gâteaux (Ex SH 1905.009); confitures, gelées et marmelades (SH 20.07); chutney de mangue (Ex SH 2008.004); jus de fruits ou de légumes, y compris le lait et la crème de coco (SH 20.09); poudre à lever (SH 2102.30); tomato ketchup et sauces tomates (SH 2103.20); sauces au poivre (SH 2103.901); sauces à rissoler, sauces barbecue et assaisonnements composés (Ex SH 2103.90); glaces (SH 2105.001); boissons gazeuses, boissons à base de malt et autres boissons gazeifiées non alcooliques et sirops d'orange (SH 22.02); bières (SH 2203.001); cigarettes (SH 2402.20); autres produits du tabac (SH 2402.90); oxygène en cylindre (SH 2804.40); dioxyde de carbone en cylindre (SH 2811.21); acétylène en cylindre (SH 2901.002); mastics de finition et mastics (SH 32.14); savons (de toilette) (SH 3401.11); agents de blanchiment liquides et agents de blanchiment pour usage domestique (SH 3402.204 et 3402.205); bougies, chandelles et cierges (Ex SH 34.06); tuyaux en polymères du chlorure de vinyle (Ex SH 39.17); mousse plastique (Ex SH 3921.001); pneumatiques regommés, rechapés ou recreusés (Ex SH 40.12); moulures en bois (Ex SH 44.09); portes en bois (SH 4418.20); manches de balais et de pinceaux (Ex SH 44.17); nattes, autres nattes en paille et paillassons (SH 4601.20); paniers et corbeilles à papier fabriqués à partir de matières à tresser d'origine végétale (Ex SH 46.02); papier hygiénique (SH 4818.10); boîtes en carton (Ex SH 48.19); carnets de chèques (SH 4907.009); imprimés publicitaires (Ex SH 49.11); nattes en fibres fabriquées à partir de matières à tresser d'origine végétale (Ex SH 46.01 et Ex SH 57.02); slips, jupons et chemises de nuit (Ex SH 61.08 et Ex SH 62.08); soutiens-gorge et bustiers (SH 6212.10); blocs en ciment (SH 6810.11); tôles galvanisées (Ex SH 72.08 à 72.12); constructions et parties de constructions en fonte, fer et acier (SH 73.08); constructions en aluminium (SH 76.10); fenêtres et portes en aluminium (Ex SH 7610.10); foudres soudés, sans revêtement intérieur et fabriqués en acier, fonte ou fer (Ex SH 73.09 et Ex SH 73.10); foudres soudés en aluminium (Ex SH 76.11); chauffe-eau solaires (SH 8419.10); viroles et courroies de viroles (SH 8481.00); compteurs à usage domestique et commercial pour mesurer des volumes d'eau (SH 9028.20); chaises et autres sièges (SH 94.01); autres meubles (SH 94.03); matelas (SH 9404.20); balais et pinceaux (Ex SH 96.03); machines de jeu (Ex SH 95.04).

**Troisième liste: Marchandises qui nécessitent une licence lorsqu'elles sont importées d'un pays de l'OECD ou de la CARICOM:**

Poissons, frais, congelés ou réfrigérés (SH 03.01 à 03.04); poissons fumés (SH 0305.40); crustacés et mollusques, frais, réfrigérés, congelés ou salés, etc. (SH 03.06 et 03.07); lait frais, à l'exception du lait UHT (SH 0401.001); riz (SH 10.06); farine de froment (blé) (SH 1101.009); petits pâtés au poulet (SH 1602.39); petits pâtés au bœuf (SH 1602.509); préparations et conserves de poissons (hambourgeois, bâtonnets et petits pâtés au poisson) (Ex SH 16.04); crustacés et mollusques, préparés ou conservés (SH 16.05); sucres de canne ou de betterave (SH 17.01); glaces (SH 2105.001); blocs en ciment (SH 6810.11); viroles et courroies de viroles (SH 8481.00); compteurs à usage domestique et commercial pour mesurer des volumes d'eau (SH 9028.20).

**Quatrième liste: Marchandises qui nécessitent une licence lorsqu'elles sont importées d'un pays de la CARICOM autre qu'un pays de l'OECD et que le Belize**

Curry en poudre (SH 0910.50); pâtes alimentaires (SH 19.02); boissons gazeuses (SH 22.02); boissons à base de malt (SH 2201.902); bières (SH 2203.001); bougies, chandelles et cierges (Ex SH 34.06); oxygène en cylindre (SH 2804.40); dioxyde de carbone en cylindre (SH 2811.21); acétylène en cylindre (SH 2901.002); chauffe-eau solaires (SH 8419.10); chaises et autres sièges en bois capitonnés (SH 9401.60); et autres meubles en bois capitonnés (SH 9403.60).

Source: Ordonnance n° 31 de 1996 sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions).

75. Conformément à l'article 56 du Traité instituant la CARICOM, Sainte-Lucie applique des restrictions quantitatives à l'importation de certains produits en provenance d'autres pays de la CARICOM; ces produits sont également assujettis au régime des licences non automatiques et sont



énumérés dans la quatrième liste de l'Ordonnance sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions). Les contingents qui s'appliquent à ces produits sont calculés en fonction d'une évaluation de la consommation antérieure, de la production et de la valeur des produits importés, généralement sur une période de trois ans, et s'appliquent à toutes les importations. Lorsque la consommation totale a été évaluée, les producteurs nationaux sont consultés relativement à leurs plans de production, et un volume de production nationale est établi. L'écart entre la consommation et la production nationale constitue le contingent d'importation. Sainte-Lucie envisage d'adopter une tarification pour les produits visés par la quatrième liste, en instaurant des taux qui constitueraient des exceptions au TEC. Deux types de taux, l'un préférentiel et l'autre NPF, seraient établis pour chaque produit. Les taux NPF seraient supérieurs aux taux actuellement appliqués, mais ils seraient établis en fonction des consolidations convenues dans le cadre de l'OMC. Les autorités ont indiqué qu'un comité, présidé par un représentant du Ministère du commerce, avait été mis sur pied pour évaluer le processus de tarification en tenant compte des consolidations tarifaires effectuées par Sainte-Lucie dans le cadre de l'OMC. Des restrictions quantitatives s'appliquent également à l'importation de viande de porc et de jambon, produits qui ne peuvent être importés que s'ils sont accompagnés d'une licence, moyennant l'achat de quantités proportionnelles de produits nationaux.

76. Des licences doivent être accordées relativement à l'importation de produits animaux et végétaux pour des raisons sanitaires et phytosanitaires (section 3 iv)). Conformément à la Loi n° 7 de 1975 sur le contrôle des pesticides, les importations de pesticides doivent être accompagnées d'une licence émise par l'Office du contrôle des pesticides. L'importation de médicaments contrôlés exige une licence délivrée par le Ministère de la santé aux termes de la Loi n° 22 de 1988 sur les médicaments (prévention et abus). Les importations d'armes, de munitions et d'explosifs nécessitent quant à elles une licence délivrée par le Commissaire de police aux termes de la Loi sur les armes et munitions. Les importations de marchandises faisant l'objet de restrictions qui ne sont pas expressément visées par une loi sont soumises à licence aux termes de la Loi douanière (gestion et contrôle).

#### **vi) Mesures d'urgence**

77. Les dispositions législatives qui régissent les mesures antidumping et les mesures compensatoires à Sainte-Lucie figurent dans la Loi n° 25 de 1964, également connue sous le nom d'Ordonnance sur les droits de douane (dumping et subventions), laquelle est entrée en vigueur le 19 décembre 1964 et a été notifiée à l'OMC. Sainte-Lucie n'a pas modifié cette loi depuis qu'elle est devenue Membre de l'OMC, en 1995. En outre, aucun règlement d'application de l'Ordonnance n'a été pris. Aucune enquête antidumping n'a été effectuée à Sainte-Lucie depuis son adhésion à l'OMC.

78. La responsabilité de mener des enquêtes a été attribuée au ministre responsable du commerce, qui est également habilité à appliquer des droits antidumping et compensateurs. L'Ordonnance stipule toutefois que ce ministre ne doit pas exercer ce pouvoir s'il semble qu'une telle mesure irait à l'encontre des dispositions des articles VI et XVI du GATT. Les autorités ont indiqué qu'il était en principe interdit d'importer à Sainte-Lucie des marchandises faisant l'objet d'un dumping.

79. L'Ordonnance comporte des dispositions concernant la détermination de la valeur normale. Aux fins de l'Ordonnance, les marchandises importées doivent être considérées comme ayant fait l'objet d'un dumping si: a) le prix à l'exportation du pays dont proviennent les marchandises est inférieur à la valeur loyale et marchande des marchandises dans ledit pays, ou b) si le pays dont les marchandises ont été exportées vers la colonie diffère du pays dont elles proviennent.

80. Sainte-Lucie n'a aucune loi nationale sur les sauvegardes. Toutefois, aux termes de l'article 29 du Traité instituant la CARICOM, des mesures de sauvegarde peuvent être prises contre d'autres pays de la CARICOM en cas de dommage grave ou d'une menace de dommage grave à la branche de production nationale. Sainte-Lucie maintient actuellement une mesure de sauvegarde pour le papier hygiénique aux termes de l'article 29 du Traité instituant la CARICOM; elle est autorisée à appliquer cette mesure jusqu'en juin 2001. Sainte-Lucie a présenté une demande au COTED pour appliquer une mesure de sauvegarde (restrictions quantitatives) à l'égard des importations d'agents de blanchiment liquides.

#### **vii) Marchés publics**

81. Sainte-Lucie n'est pas partie à l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics. Les marchés publics ne relèvent pas du champ d'application du Traité instituant la CARICOM; le Conseil de la CARICOM a toutefois mis en œuvre un plan d'action visant à créer un organisme central de coordination de l'information régionale, et un programme de promotion en faveur d'une plus grande participation des États Membres de la Communauté aux marchés publics de biens et de services régionaux a été mis en place.

82. Le Ministère des finances est responsable des lignes directrices régissant la passation directe de marchés et le processus d'adjudication. Les marchés publics relèvent du Conseil central des adjudications, établi conformément à la Loi de finances n° 3 de 1997 et mis en œuvre aux termes du Règlement n° 37 de 1999 sur les marchés publics. Conformément à la Loi de finances, des comités sur les appels d'offres sont mis sur pied au sein de chaque organisme gouvernemental et ministère pour la passation de marchés concernant des marchandises, des travaux ou des services dont la valeur n'excède pas 100 000 dollars des Caraïbes orientales, à l'exception des marchés concernant les ordinateurs, les meubles et les fournitures, qui relèvent du Service central de la passation des marchés du Ministère des finances. Les contrats dont la valeur excède cette limite relèvent exclusivement du Conseil central des adjudications.

83. L'adjudication des contrats peut se faire par appel d'offres sélectif ou concurrentiel. Lorsque c'est l'appel d'offres sélectif qui est privilégié, les entités sélectionnées à partir d'un registre de fournisseurs sont invitées à soumissionner. S'il s'agit d'un appel d'offres concurrentiel, un avis est publié dans la *Gazette de Sainte-Lucie* ainsi que dans des journaux locaux ou étrangers (exigence qui s'applique uniquement aux projets de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Banque interaméricaine de développement). Les autorités ont indiqué que les appels d'offres concurrentiels sont ouverts, que quiconque peut y participer, quelle que soit la nationalité du soumissionnaire, et que les contrats sont accordés au fournisseur dont l'offre présente le meilleur rapport coût/efficacité.

84. Durant l'exercice financier 1999/2000, la valeur des biens et services achetés par le gouvernement central s'élevait à quelque 64 millions de dollars des Caraïbes orientales, soit environ 5,5 pour cent du PIB.

#### **2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS**

85. Les exportations faisant l'objet de restrictions sont énumérées dans la Partie III de la troisième liste de la Loi douanière de 1990. On y retrouve entre autres: les stupéfiants et les médicaments; le gingembre et la noix de coco séchée, sauf s'ils sont accompagnés d'une licence délivrée par le Ministère de l'agriculture (mesure non appliquée); les marchandises portant les armoiries de Sainte-Lucie; ainsi que les plantes et les animaux rares ou menacés à moins qu'ils soient

accompagnés d'une licence émise par les autorités responsables de la CITES. Les autorités ont indiqué que la liste ne correspond plus à la pratique actuelle et qu'elle a besoin d'être mise à jour.

86. En règle générale, il n'y a pas de prescriptions en matière de licences d'exportation, sauf dans le cas de certains fruits de mer (homards, conques, gonades d'oursin) dont la pêche est autorisée à des dates précises. Un certificat sanitaire ou phytosanitaire peut être exigé pour certains produits agricoles, selon le pays d'exportation.

87. Les exportations de bananes sont en principe assujetties à un droit de douane de 5 pour cent conformément à la quatrième liste de la Loi douanière n° 23 de 1990. Les autorités ont toutefois indiqué que cette taxe à l'exportation n'était pas appliquée. Sainte-Lucie n'applique aucune autre taxe ou imposition sur les exportations.

88. Sainte-Lucie n'a pas fait de notification à l'OMC concernant la question de savoir si elle maintient ou non des subventions spécifiques ou des subventions directes à l'exportation au sens de l'article 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ou de l'article XVI:1 du GATT de 1994 respectivement.

89. Les autorités ont indiqué qu'il n'existait pas de programme d'assistance publique pour les exportations. Certains des avantages prévus par les mécanismes d'incitations actuellement en place ne sont toutefois octroyés que si les produits admissibles sont exportés, notamment l'exonération fiscale temporaire de 15 ans accordée, aux termes de la Loi n° 15 de 1974 sur les incitations fiscales, aux entreprises qui exportent toute leur production ainsi que l'exonération fiscale prévue dans la même loi concernant les bénéfices à l'exportation réalisés par des entreprises qui ne peuvent plus jouir d'une exonération fiscale temporaire.

90. La Loi n° 10 de 1999 sur les zones franches, qui abrogeait la Loi n° 18 de 1983 sur les zones franches, prévoit l'établissement de zones franches pour l'industrie d'exportation. Le Cabinet peut, par ordonnance, désigner toute zone géographique comme une zone franche. La loi établit un office de gestion des zones franches, administré par un conseil formé de représentants des secteurs public et privé, qui est également chargé de délivrer des licences aux entreprises qui souhaitent s'implanter dans ces zones. Les entreprises qui exercent des activités commerciales et des activités d'investissement dans les secteurs de la fabrication, des services financiers, des télécommunications et des services professionnels ou d'autres activités peuvent demander à le faire dans une zone franche. Les licences sont spécifiques à chaque entreprise. Les mesures de contrôle des prix ne s'appliquent pas aux ventes de biens et de services effectuées à l'intérieur de la zone franche. Les principales zones franches industrielles sont situées à Vieux Fort, Cul-de-Sac et Odsan.

91. Les marchandises importées qui entrent dans une zone franche à des fins commerciales sont admises en franchise et ne sont assujetties à aucun contingent ni à aucune restriction à l'importation comme celles maintenues aux termes de l'article 56 du Traité instituant la CARICOM. Les combustibles, l'équipement, les meubles et les fournitures destinés à être utilisés dans une zone franche sont également exempts de droit. En règle générale, les prescriptions en matière de licences d'importation ne s'appliquent pas dans les zones franches, sauf quand il s'agit de marchandises faisant l'objet de restrictions pour des raisons de sécurité ou de santé.

92. Des sociétés qui exercent leurs activités à l'extérieur d'une zone franche spécifique peuvent également se voir accorder le statut de zone franche. Ce statut se limite généralement à la période durant laquelle une entreprise peut bénéficier des incitations fiscales prévues dans la Loi sur les incitations fiscales. Les autorités ont indiqué que, jusqu'à la fin 2000, seulement dix sociétés avaient

reçu le statut de zone franche, et ce principalement dans les secteurs de l'assemblage de composants électroniques ainsi que de la fabrication de nouveaux articles et de vêtements.

93. Des zones franches peuvent également être établies pour assurer la distribution de marchandises. À cette fin, la Société nationale de développement de Sainte-Lucie a créé la Zone franche de distribution des marchandises de Sainte-Lucie, pour faciliter le commerce des produits intermédiaires et finis entre les fabricants locaux et étrangers. Les activités commerciales de cette zone franche ont débuté en avril 2000. On peut y retrouver des produits pharmaceutiques et des biens de consommation, y compris des vêtements, des composants électroniques, de l'alcool et des produits de beauté exempts de droit.

94. Les exportateurs peuvent recourir aux programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation offerts par la Banque centrale des Caraïbes orientales, pour couvrir les risques politiques et commerciaux. Les taux des prêts consentis par les banques commerciales en vertu des programmes de garantie sont généralement inférieurs aux autres taux. Les exportateurs peuvent également bénéficier de programmes de promotion des exportations offerts par le Service du développement des exportations de l'OECD. Le soutien financier accordé à Sainte-Lucie en 1999 par ce service s'élevait à 213 000 dollars des Caraïbes orientales.

### **3) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE**

#### **i) Cadre juridique des entreprises et imposition**

95. Pour exercer leurs activités à Sainte-Lucie, les entreprises doivent être constituées en société aux termes de la Loi n° 19 de 1996 sur les sociétés. Au moment de leur enregistrement, un certificat de constitution est délivré. La Loi n° 5 de 1985 sur les licences commerciales prévoit que les sociétés et les particuliers étrangers qui souhaitent faire des affaires à Sainte-Lucie peuvent demander une licence commerciale auprès du Ministère du commerce, des services financiers internationaux et de la consommation. Les licences commerciales sont exigées si une société est entièrement sous contrôle étranger ou si plus de 49 pour cent de ses actions appartiennent à des ressortissants étrangers. Les licences commerciales sont valides jusqu'au 31 décembre de l'année où elles ont été délivrées. Des droits de 1 000 dollars des Caraïbes orientales sont exigés pour une licence commerciale.

96. L'achat d'une propriété foncière à Sainte-Lucie par des ressortissants étrangers est assujéti à la Loi n° 8 de 1999 sur la propriété foncière des étrangers (licence), laquelle oblige les étrangers à obtenir une licence à cet égard. Celle-ci peut être obtenue auprès du Ministère de la planification, du développement, de l'environnement et du logement et doit être enregistrée par un avocat local.

97. Les bénéfices des sociétés sont imposés à un taux de 33,3 pour cent, à moins que l'entreprise concernée soit assujéti aux dispositions de la Loi sur les incitations fiscales ou de la Loi n° 7 de 1996 sur les incitations fiscales pour le tourisme.

#### **ii) Incitations**

98. La politique d'investissement de Sainte-Lucie est axée sur la promotion et le développement des activités manufacturières. Un accent particulier a été mis sur les activités qui rencontrent les objectifs généraux du gouvernement en matière de politique économique que constituent l'augmentation des rentrées et des économies de devises, la diversification de l'assise économique et la création de nouvelles possibilités d'emplois. Un grand nombre d'incitations ont été mises en place au fil des ans pour promouvoir ces objectifs; certaines d'entre elles comportent un élément subvention ou dépendent de la valeur ajoutée locale.

99. La mesure législative la plus importante sur le plan de la promotion de l'industrialisation est la Loi n° 15 de 1974 sur les incitations fiscales. Aux termes de celle-ci, des incitations fiscales sont accordées aux entreprises admissibles dans le but de promouvoir l'investissement. Pour être admissibles, les entreprises doivent être situées et constituées en société à Sainte-Lucie et fabriquer un produit agréé, défini comme étant "un produit qui, par ordonnance du Cabinet, doit être fabriqué par une entreprise agréée" (paragraphe 2). Elles doivent également être considérées comme contribuant au développement économique de Sainte-Lucie et doivent utiliser des ressources humaines et naturelles du pays. Les entreprises admissibles doivent également former du personnel local et améliorer leurs usines grâce au transfert de technologie. Elles doivent établir des liens avec d'autres secteurs économiques et contribuer aux rentrées de devises. Les demandes sont présentées au Ministre du commerce, des services financiers internationaux et de la consommation ainsi qu'au Président de la Société nationale de développement; l'approbation est accordée par le Cabinet.

100. La Loi sur les incitations fiscales offre aux fabricants toute une gamme d'incitations. L'ampleur de l'avantage concédé dépend de la valeur ajoutée locale et des exigences concernant la part de la production totale qui est exportée à l'extérieur de la CARICOM. Les avantages sont également subordonnés au niveau de la mise de fonds. Les incitations fiscales accordées dans le cadre de la Loi incluent: i) une exonération fiscale temporaire d'au plus 15 ans; ii) une dérogation des droits de douane et de la taxe à la consommation sur les machines et équipements importés; iii) une dérogation des droits de douane et de la taxe à la consommation sur les matières premières et les emballages importés; et iv) la possibilité de reporter des pertes jusqu'à un maximum de cinq ans.

101. La durée de l'exonération fiscale temporaire varie selon la contribution de la société à l'économie nationale, calculée en fonction de la valeur ajoutée locale. Cette dernière est calculée en soustrayant des ventes totales d'un produit agréé effectuées sur une période continue de 12 mois: i) la valeur des matières premières, parties, combustibles et services importés; ii) les salaires et traitements versés durant la période de 12 mois concernée à des ressortissants de pays ne faisant pas partie de la CARICOM; iii) les bénéfices distribués ou envoyés à l'étranger; iv) les intérêts et autres paiements de revenus versés à des particuliers ou à des sociétés autres que des banques à l'étranger; ainsi que v) la dépréciation des machines et équipements importés. La valeur ajoutée locale qui en résulte, exprimée en pourcentage des ventes totales, est ensuite pondérée en fonction des salaires et traitements versés aux ressortissants de pays de la CARICOM, d'après une formule établie.<sup>4</sup>

102. La valeur ajoutée locale qui a ainsi été pondérée sert à classer les entreprises en fonction des avantages dont elles peuvent jouir, comme l'indique le tableau III.4: ainsi, le Groupe I inclut les entreprises où la valeur ajoutée locale correspond à au moins 50 pour cent des revenus tirés des ventes du produit agréé. Les entreprises enclavées sont celles qui produisent exclusivement dans le but d'exporter leurs marchandises vers des pays qui ne font pas partie de la CARICOM; elles sont admissibles à l'exonération fiscale temporaire, quelle que soit la valeur ajoutée locale. Pour ce qui est des entreprises à forte intensité de capital, l'investissement de capitaux ne doit pas être inférieur à 25 millions de dollars des Caraïbes orientales. Les exonérations fiscales les plus longues sont accordées aux entreprises du Groupe I, aux entreprises enclavées et aux entreprises à forte intensité de capital. Les autorités ont toutefois indiqué que cette dernière classification n'était dans la pratique pas utilisée.

---

<sup>4</sup> La formule est:  $VAL = V(100+S)/100$ , VAL représentant la valeur ajoutée locale qui est pondérée, V représentant la valeur ajoutée locale qui est exprimée en pourcentage des ventes totales du produit agréé et S représentant les salaires et traitements versés à des ressortissants d'un État membre de la CARICOM et également exprimés en pourcentage des ventes totales du produit agréé.

Tableau III.4  
Classification des entreprises pour l'octroi d'avantages aux termes de la Loi sur les incitations fiscales

Catégorie	Valeur ajoutée locale	Exonération fiscale temporaire (nombre d'années)
Groupe I	50% et plus	15
Groupe II	de 25 à 49%	12
Groupe III	de 10 à 24%	10
Entreprises enclavées	aucune exigence	15
Entreprises à forte intensité de capital	aucune exigence	15

Source: Renseignements fournis par les autorités de Sainte-Lucie.

103. D'autres incitations sont également offertes aux fabricants qui ne sont pas admissibles aux avantages accordés aux termes de la Loi sur les incitations fiscales. Des avantages sous forme d'exonération de droits sur les machines, matières premières et emballages peuvent être octroyés aux entreprises qui ne sont pas admissibles à la gamme complète des incitations fiscales. Celles-ci incluent les exonérations de droits d'importation et de taxe à la consommation sur les machines et équipements importés ainsi que sur les matières premières et les emballages. L'importance des avantages concédés dépend encore une fois de la valeur ajoutée locale.

104. En 1999, le total des incitations fiscales accordées au secteur manufacturier aux termes de ces programmes s'élevait à 17,7 millions de dollars des Caraïbes orientales.<sup>5</sup>

105. Dans son budget de 1999/2000, le gouvernement a annoncé que de nouvelles incitations seraient offertes au secteur manufacturier; les fabricants enregistrés seraient dorénavant dispensés de verser les redevances pour opérations douanières sur les importations de matières premières. Selon les autorités, le montant des redevances qui auraient autrement été perçues sur les matières premières importées par des fabricants enregistrés entre juillet 1999, date d'entrée en vigueur de la mesure, et décembre de la même année, s'élevait à 1,4 million de dollars des Caraïbes orientales.

106. Un allègement de la taxe à la consommation a été établi pour les fabricants durant l'exercice financier 2000/01. Cette mesure leur permettra de jouir d'un allègement de la taxe à la consommation s'ils répondent aux critères convenus entre eux et le Ministère du commerce. Ces critères portent entre autres sur: la création d'emplois; le niveau d'investissement; la gamme de produits; la part des exportations; ainsi que la part du marché intérieur. Les autorités s'attendent que cette mesure serve d'étalon pour mesurer le rendement.

107. En 1999, dans l'espoir de promouvoir la consommation de marchandises fabriquées sur le territoire national, le Ministère du commerce a lancé une campagne d'achat de produits nationaux. Un organisme de consultation a été créé à cette fin dans le cadre de cette campagne. En vue de promouvoir les activités du secteur manufacturier dans les zones franches, la Société nationale de développement a créé sept parcs industriels et deux zones franches industrielles. Le soutien accordé permet de construire des bâtiments d'usine.

108. Des incitations sont également prévues dans un certain nombre d'autres lois, notamment la Loi n° 7 de 1996 sur les incitations fiscales pour le tourisme qui exonère d'impôt les produits touristiques agréés et exonère des droits de douane et de la taxe à la consommation les importations de fournitures, d'équipements et de matériaux nécessaires à la construction d'un hôtel. Les revenus générés par un produit touristique agréé (tout produit créé dans le cadre d'un projet touristique) sont

<sup>5</sup> Ministère des finances et de l'économie (2000), page 55.

exonérés d'impôt pour une période n'excédant pas 15 ans. Des incitations sont également accordées pour l'agrandissement et la modernisation d'hôtels existants.

109. En ce qui concerne les produits primaires, les autorités ont indiqué que des subventions directes sont accordées au secteur de la pêche: le combustible utilisé par les pêcheurs pour leurs moteurs hors-bord est subventionné à un taux de 0,60 dollar des Caraïbes orientales le gallon. Toutes les entreprises agricoles de production primaire qui sont enregistrées sont exonérées de l'impôt sur le revenu.

110. Les services de soutien aux agriculteurs sont offerts par l'entremise du Projet d'entreprises rurales de Sainte-Lucie et du Projet d'incitations fiscales pour la diversification économique des régions rurales. Ce dernier a pour objet d'augmenter la production agricole et d'accélérer la diversification du secteur agricole. Le Projet d'entreprises rurales est destiné aux agriculteurs à faible revenu, particulièrement ceux qui sont touchés par les changements qui surviennent dans l'industrie de la banane.

111. Les entreprises jouissent également d'un financement à long terme assorti de conditions libérales de la part de la Banque de développement de Sainte-Lucie (BDSL), laquelle a été créée pour satisfaire aux besoins des milieux d'affaires et est principalement financée par la Banque de développement des Caraïbes (BDC). La BDSL a mis sur pied un programme régulier de prêts consentis pour des périodes allant jusqu'à 20 ans, et ce à un taux d'intérêt de 11 pour cent. En règle générale, elle consent des prêts directs pour les projets dont le coût total de fonctionnement ou le coût total du projet est inférieur à 10 millions de dollars des Caraïbes orientales. Les projets excédant ce montant sont normalement transmis à la BDC pour que celle-ci les finance directement. La BDSL dispose également d'un programme d'aide aux petites entreprises dans le cadre duquel elle accorde des dons, des prêts à des conditions libérales et une assistance technique. Le programme s'adresse aux entreprises appartenant à des intérêts nationaux et sous contrôle national et peut être utilisé pour former des employés, effectuer des études de marché et de faisabilité, payer des services de consultation, ainsi qu'acheter de petits équipements. Le montant maximal offert à chaque entreprise, qui doivent contribuer d'une quelconque façon au projet, est de 15 000 dollars des Caraïbes orientales. Les taux d'intérêt n'excèdent pas 6 pour cent par année.

112. Des prêts à des conditions libérales peuvent également être obtenus auprès de la St. Lucia Venture Capital Fund Limited, une société à responsabilité limitée appartenant au gouvernement de Sainte-Lucie et à des banques commerciales et gérée par la BDSL. Cette société vise à fournir un financement par actions aux petites et moyennes entreprises et à les aider à gérer leurs activités. Le fonds de capitalisation s'élève à 1,5 million de dollars des Caraïbes orientales, dont 1 million provenant des banques commerciales et 500 000 du gouvernement. Le montant maximal du financement offert est de 45 000 dollars des Caraïbes orientales.

### **iii) Normes et autres prescriptions techniques**

113. La principale mesure législative régissant l'utilisation et l'application des normes à Sainte-Lucie est la Loi n° 14 de 1990 sur les normes. Le Bureau de la normalisation de Sainte-Lucie, qui relève du Ministère du commerce, des services financiers internationaux et de la consommation, est chargé d'élaborer des normes tout en étant l'organisme national à activités normatives.<sup>6</sup> Le Bureau de la normalisation de Sainte-Lucie est à la fois le point d'information national et l'organisme de notification au titre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Sainte-Lucie n'a pas encore adopté le Code de pratique, mais les autorités ont indiqué qu'elles avaient l'intention de le faire

<sup>6</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.37, 6 août 1997.

lorsque le Bureau de la normalisation deviendra membre à part entière de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Le Bureau de la normalisation est actuellement membre *de facto* de l'ISO, de l'ISONET, du Conseil de normalisation du Marché commun des Caraïbes et de la Commission panaméricaine de normalisation.

114. Le Bureau de la normalisation de Sainte-Lucie s'occupe notamment de l'homologation, des essais en laboratoire, de l'inspection, de la métrologie légale, de la surveillance et de la normalisation. Les normes nationales sont créées, adoptées ou adaptées à partir des normes existantes; les mêmes normes s'appliquent aux importations et aux exportations. Les normes de l'ISO et de la CEI constituent généralement la principale source de normes nationales, les grands partenaires commerciaux du pays en étant la seconde. Dans les cas où aucune norme nationale n'a été adoptée, ce sont les normes internationales qui s'appliquent. Le Conseil de normalisation, formé de membres des secteurs public et privé, est chargé d'adopter les normes.

115. Les normes sont élaborées en consultation avec les intérêts locaux. Des projets de normes sont préparés par des comités techniques du Bureau de la normalisation de Sainte-Lucie, puis ils sont publiés à des fins d'observation. Après avoir été modifiés en fonction des observations formulées, les projets de normes sont envoyés au Conseil de la normalisation pour être adoptés comme normes d'application facultative. Le Bureau de la normalisation peut recommander qu'une norme d'application facultative devienne obligatoire; en pareil cas, le Ministre du commerce doit donner son approbation. La recommandation est envoyée au Conseil de la normalisation qui, à son tour, envoie la norme au Ministre pour que celui-ci signe une ordonnance ou un règlement technique qui rendra celle-ci obligatoire. Vers la fin de l'an 2000, Sainte-Lucie comptait 32 normes nationales d'application facultative. Le Bureau de la normalisation a recommandé que 14 d'entre elles, toutes liées aux normes alimentaires, à l'emballage ou à l'étiquetage, deviennent obligatoires au moyen d'un règlement technique. Aucune nouvelle norme n'a été adoptée au cours de la période allant de 1998 à 2000. À la fin de l'an 2000, 14 règlements techniques étaient en vigueur (tableau III.5).

**Tableau III.5**  
**Normes nationales à Sainte-Lucie en 2000**

Numéro de la norme	Année d'adoption	Désignation
SLNS 13 <sup>a</sup>	1992	Margarine et margarine de cuisson
SLNS 14 <sup>a</sup>	1992	Saindoux
SLNS 15	1992	Savons de toilette et pour blanchisseries
SLNS 17 <sup>a</sup>	1992	Biscuits
SLNS 19	1992	Cosmétiques, partie I: prescriptions générales
SLNS 20	1992	Peintures pour l'intérieur et l'extérieur de type émulsion, mates
SLNS 21	1992	Peintures pour l'intérieur et l'extérieur, résine alkyde modifiée aux acides gras
SLNS 22	1992	Méthodes d'essai pour les peintures et les revêtements
SLNS 23 Partie 1	1992	Papier hygiénique en rouleaux, un pli
SLNS 23 Partie 2	1992	Papier hygiénique en rouleaux, deux plis
SLNS 24 <sup>a</sup>	1992	Farine de froment (blé)
SLNS 25 <sup>a</sup>	1992	Huile de coco
SLNS 26 <sup>a</sup>	1992	Rhum
SLNS 27 <sup>a</sup>	1992	Prescriptions en matière d'étiquetage: étiquetage des paquets de cigarettes vendus au détail
SLNS 29 <sup>a</sup>	1992	Eau en bouteille
SLNS 30	1992	Légumes en conserve
SLNS 41	1992	Gerberas
SLNS 42	1992	Coton
SLNS 1 Partie 1 <sup>a</sup>	1993	Normes concernant l'étiquetage des marchandises: prescriptions générales



Numéro de la norme	Année d'adoption	Désignation
SLNS 1 Partie 2 <sup>a</sup>	1993	Normes concernant l'étiquetage des marchandises: étiquetage des marchandises préemballées
SLNS 32 <sup>a</sup>	1995	Pâtes alimentaires
SLNS 34 <sup>a</sup>	1995	Sucreries en chocolat et produits à base de cacao
SLNS 35 <sup>a</sup>	1995	Épices et sauces
SLCP 1 <sup>a</sup>	1995	Principes généraux de l'hygiène alimentaire
SLNS 100	1995	Norme pour le secteur de l'hôtellerie
SLNS 8	1996	Norme pour le sucre brun
SLNS 11	1996	Norme pour le sucre raffiné
SLNS/ISO 8402	1997	Lexique sur la gestion de la qualité et l'assurance de la qualité
SLNS/ISO 9000-1	1997	Normes pour la gestion de la qualité et l'assurance de la qualité. Partie I: lignes directrices pour la sélection et l'utilisation
SLNS/ISO 9001	1997	Systèmes qualité – Modèle pour l'assurance de la qualité en conception, production, installation et prestations associées
SLNS/ISO 9002	1997	Systèmes qualité – Modèle pour l'assurance de la qualité en production, installation et prestations associées
SLNS/ISO 9003	1997	Systèmes qualité – Modèle pour l'assurance de la qualité en contrôle et essais finals
SLNS/ISO 9004-1	1997	Gestion de la qualité et éléments de système qualité. Partie 1: lignes directrices
SLNS 1 Partie 3	1997	Norme pour l'étiquetage des marchandises. Partie 3: étiquetage des aliments préemballés
SLNS 36	1997	Norme pour les agents de blanchiment liquides au chlore
SLNS 37	1997	Norme pour les blocs en ciment
SLNS 38	1997	Norme pour les poulets entiers (éviscérés) et parties de poulets
SLCP 2	1998	Code de pratique pour la transformation et le traitement des aliments congelés

a Règlements techniques.

Source: Renseignements fournis par les autorités de Sainte-Lucie.

116. Le Bureau joue le rôle d'organe national d'accréditation des laboratoires de Sainte-Lucie. Le Ministère de la santé, des services sociaux, de la famille et des rapports sociaux; le Ministère de l'agriculture, de la pêche et des forêts; ainsi que l'Institut de santé environnementale des Caraïbes sont chargés de mettre les produits à l'essai. L'homologation de type est acceptée pour déterminer la conformité à une norme. C'est le Bureau de la normalisation qui sera le centre d'enregistrement et d'homologation des Systèmes de gestion de qualité ISO 9000. Il n'y a pas d'organe d'homologation à Sainte-Lucie.

#### iv) Mesures sanitaires et phytosanitaires

117. Sainte-Lucie a adopté un certain nombre de réglementations sanitaires et phytosanitaires. Les animaux vivants, les plantes et les parties de plantes qui sont importés sont assujettis à des réglementations en matière de quarantaine. Aux termes de l'Ordonnance sur les animaux (maladies et importation), une licence délivrée par le Vétérinaire en chef est exigée pour importer des animaux vivants, des carcasses ou des parties d'entre elles. Les plantes et les parties de plantes importées doivent être accompagnées d'une permission écrite délivrée par le Service de la protection phytosanitaire et de la quarantaine du Ministère de l'agriculture, aux termes de la Loi n° 22 de 1988 sur la protection phytosanitaire. L'importation de pesticides exige une licence de l'Office du contrôle des pesticides. C'est le Ministère de l'agriculture, de la pêche et des forêts qui est le point d'information concernant l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

**v) Entreprises commerciales d'État et entreprises d'État**

118. Aucune entreprise commerciale d'État n'a fait l'objet d'une notification à l'OMC. Toutefois, seul le Ministère du commerce peut importer du riz en vrac, de la farine de boulangerie et du sucre en vrac.

119. D'autres entreprises appartiennent entièrement ou partiellement au gouvernement, notamment: la Communauté urbaine de Castries (gestion urbaine); la Société nationale de développement (promotion de l'investissement); les Autorités aéroportuaires et portuaires de Sainte-Lucie; la Société d'électricité de Sainte-Lucie (LUCELEC); la Société des aqueducs et des égouts; la Banque de développement de Sainte-Lucie; l'Office de tourisme de Sainte-Lucie; la Société nationale d'assurance; la Société de développement urbain; l'Office de commercialisation du poisson de Sainte-Lucie; le Bureau de la normalisation de Sainte-Lucie; et l'Office de commercialisation de Sainte-Lucie.

**vi) Politique de la concurrence et questions de réglementation**

120. La Loi n° 1 de 2001 sur la protection contre la concurrence déloyale a établi pour la première fois à Sainte-Lucie une mesure législative sur la politique de la concurrence. Elle précise les actes ou pratiques qui constituent une concurrence déloyale ou qui sont susceptibles de créer une confusion avec l'établissement ou les activités d'un concurrent. La loi porte également sur les actes et pratiques dont l'usage, dans l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale, est susceptible d'induire le public en erreur ou peut discréditer l'établissement ou les activités d'un concurrent. La mise en œuvre de la loi relève des tribunaux; aucune responsabilité administrative n'incombe au Registre des sociétés et de la propriété intellectuelle. Bien que Sainte-Lucie ait signé le Protocole VIII portant révision du Traité instituant la CARICOM, qui prévoit que les membres de la CARICOM adoptent une législation harmonisée en matière de politique de la concurrence, le Protocole n'a pas encore été mis en place. Quand il entrera en vigueur, un organe national sera créé pour s'occuper des problèmes liés à la concurrence qui surgissent à l'échelle nationale, alors que les autorités de la CARICOM s'occuperont des problèmes supranationaux.

**a) Contrôle des prix**

121. Des prix maximaux ont été fixés pour un certain nombre de produits. La principale mesure législative à cet égard est l'Ordonnance n° 27 de 1999 sur le contrôle des prix, qui a remplacé l'Ordonnance n° 43 de 1984 sur le contrôle des prix. Elle fixe des limites soit en établissant des prix maximaux pour certaines marchandises et certains services, soit en définissant les marges bénéficiaires qui sont permises pour les produits contrôlés. La Section A de l'Ordonnance de 1999 établit l'écart maximal entre le prix de gros et le "prix débarqué" de certains produits importés, d'après le total des montants suivants: i) la valeur c.a.f.; ii) 1 pour cent de la valeur facturée, pour couvrir les frais de change sur le lieu du paiement; iii) un montant égal à 9 pour cent de la valeur c.a.f.; et iv) les droits de douane et/ou la taxe à la consommation ou les droits d'accise payables sur les marchandises. Dans la plupart des cas, l'écart maximal autorisé est de 10 ou 15 pour cent et, dans quelques cas, il est de 7,5 pour cent. Les prix de détail maximaux sont supérieurs de 10, 15 ou 18 pour cent aux prix de gros. Dans le cas des fournitures scolaires, l'écart maximal entre le prix de détail et le prix débarqué est de 30 pour cent (tableau III.6).

Tableau III.6

## Liste des biens et services assujettis à un contrôle des prix en 2000

(Pourcentage et dollars CO)

Section A: Biens (importés) assujettis à des écarts maximaux	Écart maximal (pourcentage)		
	Prix de gros	Prix de détail	
Farine importée; lait en poudre emballé; lait concentré sucré et non sucré; riz emballé	7,5	10	
Aliments pour bébés; céréales; pois et fèves secs	10	15	
Oignons; pommes de terre; ail	15	18	
Fournitures scolaires		prix débarqué + 30	
Section B: Biens et services assujettis à un contrôle des prix	Prix maximal (en dollars des Caraïbes orientales)		
	Prix départ usine ou prix "sortie d'exploitation"	Prix de gros	Prix de détail
Pain (sauf le pain à hambourgeois, le pain au beurre et le pain de blé entier)			8c./once
Coûts effectués pour trancher ou emballer le pain ou le mettre en sac			20c./pain
Ciment (le sac de 94 livres)			13,80\$
Coprah (pour consommation locale)	1 355\$/tonne		
Farine de boulangerie (le sac de 100 livres)	73,10\$	69,77\$	0,80\$/livre
Farine de blé entier (le sac de 100 livres)	86,00\$	82,06\$	0,95\$/livre
Essence automobile (le gallon impérial)		5,51\$	6,00\$
Essence (sans plomb) (le gallon impérial)		5,78\$	6,42\$
Essence (avec plomb) (le gallon impérial)		5,42\$	6,06\$
Huile diesel (le gallon impérial)		5,46\$	5,98\$
Kérosène (le gallon impérial)		4,73\$	5,00\$
Kérosène (le demi-gallon impérial)			2,50\$
Kérosène (le quart de gallon impérial)			1,25\$
Kérosène (la chopine)			0,63\$
Gaz propane en cylindres de 100 livres		131,00\$	137,00\$
Gaz propane en cylindres de 25 livres			34,25\$
Gaz propane en cylindres de 20 livres			27,40\$
Gaz propane en cylindres de 10 livres			13,40\$
Riz blanc (le sac de 100 livres)	72,30\$	69,02\$	0,80\$/livre
Riz étuvé (le sac de 100 livres)	100,00\$	95,24\$	1,10\$/livre
Sucre raffiné (le sac de 100 livres)	109,65\$	104,63\$	1,10\$/livre
Sucre brun (le sac de 100 livres)	74,98\$	71,56\$	0,75\$/livre

Source: Ordonnance n° 27 de 1999 sur le contrôle des prix.

122. Les biens et services assujettis à un contrôle des prix qui sont énumérés dans la Section B incluent d'autres importations et des marchandises produites sur le territoire; le prix départ usine, les coûts liés au dépôt, à l'entreposage et à la livraison, le prix "sortie d'exploitation" ainsi que les prix de gros et de détail sont soumis à un contrôle. Les marchandises qu'on retrouve dans la Section B sont le pain, le ciment, le coprah, la farine, le kérosène, l'essence automobile, l'essence, l'huile diesel, le gaz propane, le riz et le sucre (le sac de 100 livres). Les autorités ont indiqué que le contrôle des prix dont devrait faire l'objet le coprah n'est pas appliqué.

**vii) Droits de propriété intellectuelle**

123. Sainte-Lucie est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et est signataire d'un certain nombre d'accords internationaux sur les droits de propriété intellectuelle (tableau III.7). Sainte-Lucie n'a pas signé la Convention de l'UPOV pour la protection des obtentions végétales ni le Traité sur le droit des marques.

**Tableau III.7**  
**Instruments internationaux sur les droits de propriété intellectuelle adoptés par Sainte-Lucie**

Convention/Accord	Date d'adoption
Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (1970)	21 août 1993
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, texte de Stockholm (1883)	9 juin 1995
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, texte de Paris (1886)	23 août 1993
Traité de coopération en matière de brevets (1970)	30 août 1996
Convention internationale pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome, 1961)	17 août 1996
Arrangement de Nice	18 décembre 2000
Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur	pas encore en vigueur
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes	pas encore en vigueur

Source: Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

124. À Sainte-Lucie, l'administration des lois en matière de propriété intellectuelle incombe au Bureau du Procureur général. Ce pays dispose d'un système d'enregistrement des droits de propriété industrielle et intellectuelle, à l'exception du droit d'auteur, pour lequel il n'y a pas d'enregistrement. La procédure de demande et d'enregistrement a lieu au Registre des sociétés et de la propriété intellectuelle. Les demandes doivent être présentées en deux exemplaires, les droits exigés doivent être payés et les examens doivent être effectués par le personnel du Registre. Le Registre est également chargé de mettre en œuvre la politique en matière de propriété intellectuelle.

125. Les lois nationales concernant le droit d'auteur, les indications géographiques et les schémas de configuration ont été mises à jour dans le but de les rendre conformes à l'Accord sur les ADPIC (tableau III.8). Des lois concernant notamment les brevets, les marques de fabrique ou de commerce et les variétés végétales étaient en cours de révision au début de 2001 dans le même but.

**Tableau III.8**  
**Lois de Sainte-Lucie sur les droits de propriété intellectuelle**

Loi n° 10 de 1995 sur le droit d'auteur
Loi n° 7 de 2000 sur le droit d'auteur (modification)
Ordonnance S.I. 112 de 2000 sur le droit d'auteur (organisations internationales)
Règlement S.I. 113 de 2000 sur le droit d'auteur (restriction à l'importation)
Loi n° 4 de 2000 sur les indications géographiques
Loi n° 3 de 2000 sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés
Dessins et modèles industriels, marques de fabrique ou de commerce et brevets - Code du commerce, ch. 244, Titre X, vol. 5
Lois révisées de Sainte-Lucie de 1957
Loi n° 1 de 2001 sur la protection contre la concurrence déloyale
Loi n° 2 de 2001 sur les dessins et modèles industriels

Source: Renseignements fournis par les autorités de Sainte-Lucie.

## a) Marques de fabrique ou de commerce

126. La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce figure à la Partie III, Titre X du Code de commerce de 1917, telle que modifiée en 1957. Les marques doivent être enregistrées pour des marchandises ou des catégories de marchandises particulières et doivent avoir un "caractère distinctif". Elles ne sont protégées que si elles sont enregistrées. La durée de la protection est de 14 ans et elle est renouvelable indéfiniment pour des périodes de 14 ans. Le non-usage d'une marque de fabrique ou de commerce pendant cinq ans peut entraîner la perte du droit à l'usage exclusif de cette marque. Conformément au Code, il existe un système de réenregistrement des marques enregistrées au Royaume-Uni.

127. La Loi de Sainte-Lucie sur les marques de fabrique ou de commerce actuellement en vigueur confère au propriétaire d'une marque le droit de céder ou de transmettre celle-ci, mais ne permet pas à un utilisateur enregistré autre que le titulaire de céder cette marque. Les autorités ont indiqué que la nouvelle loi, actuellement à l'étape de projet de loi, résoudra ces problèmes et que la protection sera étendue aux marques notoirement connues. Le projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce, actuellement à l'étude devant le Parlement (début 2001), élargit la définition des marques de façon à englober les aspects relatifs à l'emballage et à la forme. Le projet de loi traite également des marques de certification, permet le dépôt de demandes multiclassées et ramène la durée de la protection à dix ans. Il abandonne la référence aux marques enregistrées au Royaume-Uni.

128. Le titulaire d'une marque peut intenter une poursuite contre une personne portant atteinte à ses droits et peut recourir aux tribunaux pour que des mesures correctives, comme une injonction ou des dommages-intérêts, soient appliquées. Toutefois, la loi ne permet pas de poursuites pénales dans les cas d'usage non autorisé d'une marque enregistrée. À cet égard, les autorités douanières ne peuvent pas saisir des marchandises portant atteinte à un droit qui entrent à Sainte-Lucie. Cette situation pourrait changer lorsque le projet de loi sera adopté, puisque celui-ci permettra au Contrôleur des douanes de saisir des marchandises contrefaites à la demande du titulaire d'une marque.

129. Entre 1994 et 1999, 2 098 marques de fabrique ou de commerce ont été enregistrées dans le Registre de Sainte-Lucie (tableau III.9). Le temps d'attente moyen se situait entre cinq mois et un an.

**Tableau III.9**  
**Marques de fabrique ou de commerce, brevets ainsi que dessins et modèles industriels enregistrés de 1994 à 1999**

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Total (1994-1999)
Marques de fabrique ou de commerce	311	296	393	330	335	433	2 098
Brevets (R.-U.)	6	4	5	9	16	9	49
Dessins et modèles industriels	..	..	..	..	3	9	12

.. Données non disponibles.

Source: Renseignements fournis par les autorités de Sainte-Lucie.

## b) Brevets ainsi que dessins et modèles industriels

130. Début 2001, les lois sur les brevets et sur les dessins et modèles industriels n'avaient pas encore été modifiées pour tenir compte des résultats des négociations du Cycle d'Uruguay. Les dispositions de l'article 91 de la Loi de 1907 du Royaume-Uni sur les brevets et les dessins et modèles industriels (Partie I, Titre X, Code de commerce, ch. 224 des Lois révisées de Sainte-Lucie de 1957) sont toujours valides. Les demandes de brevets déposées au Royaume-Uni jouissent d'un droit de priorité. Les brevets déjà délivrés au Royaume-Uni peuvent en effet être enregistrés à Sainte-Lucie

par simple confirmation du brevet britannique dans les 12 mois suivant la date de sa délivrance. Aucun examen n'est requis pour délivrer un brevet. Aux termes de la loi en vigueur à Sainte-Lucie, le propriétaire d'une invention peut enregistrer celle-ci par simple déclaration écrite dans laquelle il spécifie la nature et le fonctionnement de son invention.

131. Entre 1994 et 1999, 49 enregistrements de brevets (Royaume-Uni) ont été accordés. Depuis que Sainte-Lucie est devenue partie au Traité de coopération en matière de brevets en 1996, 47 demandes ont été déposées conformément à ce traité, mais aucun brevet n'a été délivré puisque la loi actuelle ne contient aucune disposition concernant les demandes internationales déposées aux termes du Traité de coopération en matière de brevets. Le nouveau projet de loi changera cette situation.

132. La Loi sur les brevets ne tient pas compte des critères d'enregistrement que sont la nouveauté universelle, l'activité inventive et l'applicabilité industrielle, ni des procédures complètes de recherche et d'examen. Aucune invention n'est exclue de la brevetabilité. La durée de la protection des brevets est de 14 ans, et peut être renouvelée pour une autre période de sept ans. La durée de la protection conférée aux dessins et modèles industriels est de cinq ans. La Loi sur les brevets contient des dispositions prévoyant l'octroi de licences obligatoires, mais de telles licences ne semblent pas avoir été délivrées.

133. Au moment de la rédaction du présent rapport, le projet de loi sur les brevets était à l'étude au Parlement. Ce projet de loi étend la protection à toutes les inventions, à l'exception des micro-organismes, et prévoit l'enregistrement des demandes déposées conformément au Traité de coopération en matière de brevets. Il énonce également dans le détail les conditions d'octroi de licences obligatoires et supprime toute référence à l'enregistrement des brevets britanniques, traitant ainsi toutes les demandes de la même manière.

134. La nouvelle Loi sur les dessins et modèles industriels est entrée en vigueur en 2001. La Loi n° 2 de 2001 sur les dessins et modèles industriels vise à protéger les dessins et modèles industriels qui satisfont au critère de la nouveauté et qui ne sont pas contraires à l'ordre public et à la moralité. La durée de protection est de cinq ans, mais elle peut être renouvelée pour deux autres périodes de cinq ans. Cette loi a abrogé la Partie II, Titre X du Code de commerce, ch. 244 des Lois révisées de Sainte-Lucie de 1957.

c) Droit d'auteur

135. La Loi n° 10 de 1995 sur le droit d'auteur a abrogé l'Ordonnance de 1965 sur le droit d'auteur (Sainte-Lucie) du Royaume-Uni. Les œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques; les enregistrements sonores, les films, les émissions ou les programmes distribués par câble; et la présentation typographique d'éditions publiées sont protégés par un droit d'auteur dès lors qu'ils sont originaux et qu'ils ont été écrits, enregistrés ou exprimés sous toute autre forme matérielle. La nouvelle loi sur le droit d'auteur a élargi la définition d'œuvres littéraires de façon à inclure les programmes d'ordinateur, les tableaux et les compilations de données. Elle protège aussi le droit d'auteur sur les productions audiovisuelles effectuées par des artistes et des producteurs étrangers, ainsi que les droits voisins sur les émissions réalisées par une organisation de radiodiffusion étrangère.

136. La durée de la protection est calculée sur la base de la vie d'une personne physique plus 50 ans dans le cas des œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques. En ce qui concerne les enregistrements sonores, les films, les émissions ou les programmes distribués par câble, la durée de la protection est de 50 ans à compter de la fin de l'année où ils ont été réalisés. Dans le cas de la présentation typographique d'éditions publiées, la durée de la protection est de 25 ans à compter de la

fin de l'année civile où l'édition a été publiée pour la première fois. Le droit d'auteur peut être transmis au moyen d'une licence. Il n'y a pas d'enregistrement officiel de droit d'auteur à Sainte-Lucie.

137. La Loi de 1995 sur le droit d'auteur prévoit des procédures civiles et pénales contre toute personne ou organisation qui porte atteinte au droit d'auteur en fabriquant des marchandises en cause en vue de les vendre, de les louer ou de les importer. Les mesures correctives pour les actes portant atteinte aux droits patrimoniaux incluent la saisie des exemplaires contrefaits et l'attribution de dommages-intérêts. L'atteinte au droit d'auteur constitue une infraction punissable d'une amende pouvant aller jusqu'à 2 500 dollars des Caraïbes orientales pour chaque article auquel l'infraction se rapporte et d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 12 mois. Les sanctions pour les actes portant atteinte aux droits moraux et connexes permettent de restreindre l'importation des marchandises en cause et de considérer celles-ci comme des marchandises dont l'importation est interdite pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans.

138. La Loi sur le droit d'auteur a été modifiée en 2000 par la Loi n° 7 de 2000 sur le droit d'auteur (modification) de façon à protéger les droits moraux des producteurs de phonogrammes. La loi portant modification a également élargi la définition des droits patrimoniaux existants et la portée des procédures civiles et elle contient des dispositions sur les sociétés de gestion collectives. L'Ordonnance S.I. 112 de 2000 sur le droit d'auteur (organisations internationales) a élargi le champ d'application de l'article 147 de la Loi de 1995 sur le droit d'auteur (droit d'auteur attribué à certaines organisations internationales) à l'OMC et à un certain nombre d'autres organisations internationales.

d) Autres droits de propriété intellectuelle

139. Les indications géographiques sont protégées par la Loi n° 4 de 2000 sur les indications géographiques. Cette loi permet aux particuliers qui résident à Sainte-Lucie ou aux associations de consommateurs qui y sont situées de déposer une demande d'enregistrement. Les non-résidents doivent être représentés par un avocat qui réside et exerce à Sainte-Lucie. Lorsque le Directeur de l'enregistrement a effectué un examen et qu'un délai a été accordé pour la présentation de contestations possibles, les indications géographiques peuvent être enregistrées, et seuls les producteurs provenant de la zone géographique indiquée ont le droit d'utiliser l'indication. Il n'est toutefois pas nécessaire d'enregistrer une indication géographique pour la protéger. Les sanctions appliquées en cas d'indications qui induisent le public en erreur incluent des procédures civiles et pénales (jusqu'à deux ans d'emprisonnement). La loi autorise le Directeur de l'enregistrement à ne pas enregistrer une marque de fabrique ou de commerce qui est en conflit avec une indication géographique.

140. La Loi n° 3 de 2000 sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés permet de protéger ces derniers. La protection est accordée si le schéma n'a pas encore été appliqué ou s'il est utilisé depuis moins de deux ans où que ce soit dans le monde, que le schéma soit ou non incorporé dans un article. Lorsque le schéma est enregistré, la durée de la protection est de dix ans à compter de la date de la première exploitation commerciale. Pour éviter qu'un acte lui porte atteinte, le détenteur d'un droit peut empêcher l'importation d'un article contenant un schéma protégé en obtenant une injonction.

e) Moyens de faire respecter les droits

141. En ce qui concerne les mesures prises à la frontière pour faire respecter les droits, les détenteurs de droit peuvent empêcher les œuvres protégées par un droit d'auteur d'être importées à Sainte-Lucie de façon non autorisée. L'article 51 de la Loi sur le droit d'auteur prévoit que le titulaire

du droit d'auteur sur une œuvre littéraire ou musicale publiée, un film ou un enregistrement sonore réalisé peut aviser le Contrôleur des douanes qu'il est le titulaire du droit d'auteur sur cette œuvre et que les exemplaires de celle-ci doivent être traités comme des marchandises prohibées. Le formulaire relatif à cet avis figure dans le Règlement de 2000 sur le droit d'auteur (restriction à l'importation).

142. Le Règlement S.I. 113 de 2000 sur le droit d'auteur (restriction à l'importation) permet aux détenteurs de droit de demander que les exemplaires contrefaits d'une œuvre littéraire ou musicale, d'un film, d'un enregistrement sonore ou d'un programme d'ordinateur soient traités comme des marchandises prohibées et que leur importation soit interdite pour cinq ans. Le détenteur de droit doit présenter des éléments prouvant que les marchandises retenues sont des exemplaires contrefaits.

143. Les nouvelles lois concernant les schémas de configuration, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels et la protection contre la concurrence déloyale comportent également des dispositions visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle, y compris la saisie des importations en cause.

#### **IV. ACCÈS AUX MARCHÉS DES SERVICES**

##### **1) GÉNÉRALITÉS**

144. Le secteur des services joue un rôle capital dans l'économie de Sainte-Lucie. En 1999, les services ont contribué pour environ 72 pour cent au PIB; les services financiers, l'hôtellerie et la restauration et les transports aériens et maritimes représentaient ensemble plus de 50 pour cent du PIB. Le secteur des services emploie plus des deux tiers de la population active. La principale activité est le tourisme, suivi par le commerce de détail et la distribution et les activités financières. Les services fournis par les administrations publiques sont aussi relativement importants et représentent environ 12 pour cent du PIB.

145. Des engagements sectoriels dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) ont été pris dans les services financiers (section 2) ci-après), les services sanitaires et sociaux (services hospitaliers), les services relatifs au tourisme et aux voyages (section 4)), les services récréatifs, culturels et sportifs et les services de transport (section 5)).

146. Dans la Liste des engagements pris par Sainte-Lucie dans le cadre de l'AGCS, aucune limitation concernant l'accès aux marchés ou le traitement national ne vise la fourniture transfrontières et la consommation à l'étranger des services pour lesquels des engagements ont été pris. Des limitations en matière de présence commerciale s'appliquent à la réassurance et au tourisme: dans le cas de la réassurance, les sociétés qui souhaitent fournir ce type de services doivent se faire enregistrer à Sainte-Lucie. Dans le secteur du tourisme, un engagement en matière d'accès aux marchés est applicable aux hôtels de plus de 100 chambres seulement. Pour ce qui est de la présence de personnes physiques, l'accès aux marchés et le traitement national font généralement l'objet de limitations.

147. Les engagements horizontaux pris par Sainte-Lucie dans le cadre de l'AGCS comprennent des dispositions relatives à la présence de personnes physiques et à la présence commerciale ainsi qu'au fait que certains services sont réservés à des petites entreprises nationales. Pour fournir des services en établissant une présence commerciale, les fournisseurs de services étrangers doivent se constituer en société ou établir leur entreprise sur place, conformément au Code de commerce de Sainte-Lucie. Les fournisseurs de services peuvent également être assujettis aux prescriptions d'autres lois portant sur des domaines tels que l'acquisition, la cession-bail et la location des biens immobiliers. Deux de ces prescriptions figurent dans la Liste, à savoir l'obligation d'enregistrer la présence commerciale conformément au Code de commerce de Sainte-Lucie et l'obligation pour les sociétés et les



particuliers étrangers qui souhaitent acquérir des biens immobiliers à Sainte-Lucie d'obtenir une autorisation, conformément à la Loi sur l'acquisition de terrains par les étrangers. La Liste mentionne également le fait qu'un certain nombre de possibilités de création de petites entreprises sont réservées aux ressortissants de Sainte-Lucie, et cite à titre d'exemple la limitation du nombre de chambres imposée pour les hôtels et résidences. Sainte-Lucie n'a pas présenté de liste d'exemptions de l'article II de l'AGCS (NPF).

## **2) SERVICES FINANCIERS**

148. La contribution des services financiers nationaux au PIB est passée de 7,8 pour cent en 1993 à 10,1 pour cent en 1999. Le Ministère des finances est responsable de la supervision et de la réglementation du sous-secteur financier national, en collaboration avec la Banque centrale des Caraïbes orientales. Le Ministère du commerce est chargé de la supervision des services financiers offshore. En matière de services financiers, Sainte-Lucie n'avait fait de concessions lors du Cycle d'Uruguay qu'à l'égard de la réassurance, domaine dans lequel l'accès aux marchés et le traitement national n'ont été consolidés sans limitation quant à la fourniture transfrontières et la consommation à l'étranger, mais avec des limitations concernant la présence commerciale (tableau AIV.1). L'accès aux marchés et le traitement national en matière d'assurance et de services bancaires ne sont pas consolidés dans le cadre de l'OMC. Aucune offre n'a été présentée au cours des négociations sur les services financiers menées à l'OMC après leur reprise. Toutefois, le système financier est dans la pratique assez ouvert à la participation des banques étrangères. Des textes législatifs visant à encourager les services bancaires offshore existent mais jusqu'à présent, aucune licence n'a été accordée.

### **i) Services bancaires**

#### **a) Banques on-shore et établissements connexes**

149. La part des services bancaires dans le PIB est passée de 6,7 pour cent en 1993 à 8,8 pour cent en 1999. Les activités bancaires se sont rapidement développées à Sainte-Lucie au cours des dix dernières années. Les dépôts bancaires ont beaucoup augmenté depuis le début des années 90, à des taux annuels compris entre 6 pour cent et 10 pour cent. À l'heure actuelle, sept banques commerciales et une banque de développement sont en activité; quatre d'entre elles sont sous contrôle étranger. La Banque de développement de Sainte-Lucie fournit un financement à moyen et à long terme à des fins de développement et est elle-même financée par la Banque de développement des Caraïbes (BDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque commerciale nationale et l'Agence commerciale de Fort-de-France.

150. Les principales lois régissant les activités du secteur bancaire sont la Loi n° 7 de 1991 sur les banques et la Loi n° 11 de 1993 sur les banques (modification), qui obligent toute personne ou entreprise souhaitant fournir des services bancaires à Sainte-Lucie à obtenir une licence du Ministère des finances. Les demandes sont examinées par la Banque centrale des Caraïbes orientales qui transmet une recommandation au Ministère des finances. L'autorisation du Ministère des finances est aussi nécessaire pour toute opération jugée fondamentale conformément à la loi, telle que le transfert d'actifs, la réduction du capital versé, la modification du nom figurant dans la licence, la fusion ou le regroupement d'entreprises à Sainte-Lucie et, dans le cas d'une société financière locale, la modification des statuts portant établissement de la société à Sainte-Lucie. Il n'existe aucune restriction en matière de nationalité concernant le conseil d'administration ou la direction d'un établissement titulaire d'une licence.

151. Les banques sont tenues d'avoir un capital minimal (versé ou constitué) de 5 millions de dollars des Caraïbes orientales; pour les autres établissements de crédit, les normes de fonds propres sont déterminées par le Ministère des finances, en collaboration avec la Banque centrale des Caraïbes orientales. Les établissements titulaires d'une licence doivent maintenir un fonds de réserve sur lequel ils doivent transférer au moins de 20 pour cent de leurs bénéfices nets chaque année au cours de laquelle le montant du fonds est inférieur à 100 pour cent du capital versé ou constitué. Les établissements financiers sont également tenus de veiller à ce que le capital versé ou constitué et leurs réserves ne soient pas inférieurs à 5 pour cent de leur passif.

152. La Loi sur les banques régit les activités des établissements financiers titulaires d'une licence au moyen d'un certain nombre de clauses de sécurité qui établissent des plafonds pour les avances et les prêts non garantis. Elle interdit également aux établissements financiers de faire du commerce et d'acquérir une part du capital d'une entreprise financière, commerciale, agricole, industrielle ou autre, mais les autorise en revanche à détenir des actions dans des sociétés dont l'objectif est de développer le marché monétaire ou le marché des valeurs mobilières. Ils sont généralement autorisés à détenir des parts dans d'autres sociétés, à hauteur de 10 pour cent de la somme de leur capital net d'obligations et de leurs réserves.

b) Banques offshore

153. Les activités bancaires offshore sont régies et contrôlées par le Ministère du commerce, des services financiers internationaux et de la consommation. Au début de 2001, aucune banque offshore n'avait obtenu de licence l'habilitant à entrer en activité. La Loi sur les services bancaires internationaux constitue le principal instrument législatif et réglementaire. Pour pouvoir exercer des activités bancaires offshore, l'obtention d'une licence délivrée par le Ministère du commerce est obligatoire, laquelle autorise son détenteur à effectuer uniquement des opérations bancaires offshore. Les banques offshore titulaires d'une licence doivent avoir un bureau de représentation à Sainte-Lucie et maintenir un capital permanent minimal. Il existe deux types de licences: les licences de classe A, pour les sociétés affiliées aux établissements financiers étrangers et les filiales de ces établissements; et les licences de classe B pour les autres types de banques offshore. Les titulaires d'une licence de classe A doivent justifier d'un capital d'au moins 500 000 dollars EU et les titulaires d'une licence de classe B, d'un capital de 1 million de dollars EU.

ii) Assurance

154. La valeur ajoutée générée par le sous-secteur de l'assurance s'élevait à 1,4 pour cent en 1999. Ces dernières années, les services d'assurance ont contribué de plus en plus à mobiliser l'épargne pour l'investissement et à stimuler l'activité économique. Les investissements réalisés par les assureurs s'élevaient au total à 167,8 millions de dollars des Caraïbes orientales en 1998, dont 28 millions étaient conservés sous la forme de dépôts obligatoires; les primes brutes perçues s'élevaient au total à 94 millions de dollars des Caraïbes orientales, dont un quart environ était imputable à des assureurs étrangers extérieurs à la région. En 2000, 24 assureurs détenant une licence les habilitant à fournir des services d'assurance à Sainte-Lucie. Quatre d'entre eux se sont constitués en société à Sainte-Lucie même, un est une association d'assureurs, 16 sont constitués en société dans la région de la CARICOM et les trois derniers en dehors de celle-ci. Onze courtiers et 17 agents d'assurance se sont fait enregistrer pour exercer dans ce secteur ainsi que 91 vendeurs.

155. La Loi n° 6 de 1995 sur les assurances régit les services d'assurance à Sainte-Lucie. Le contrôle du secteur incombe au Responsable du Registre des assurances, nommé par le Ministre des finances. Seules les compagnies ou les associations d'assureurs peuvent fournir des assurances; elles doivent être enregistrées à Sainte-Lucie et obtenir une licence pour pouvoir exercer. Les titulaires de

la licence requise par la loi doivent présenter des états financiers chaque année; des comptes de résultat correspondant aux assurances-vie et aux autres catégories d'assurance doivent être fournis séparément. Les compagnies étrangères doivent avoir exercé pendant au moins cinq ans dans le pays où elles ont été constituées en société avant de pouvoir être enregistrées afin d'exercer à Sainte-Lucie. Les particuliers peuvent effectuer des opérations en tant qu'intermédiaires (agents d'assurance, courtiers et vendeurs); ils doivent être enregistrés conformément à la loi, les droits d'enregistrement étant compris entre 100 à 1 500 dollars des Caraïbes orientales selon l'activité et selon que, dans le cas d'un courtier, les associés dont la participation est majoritaire sont ou non citoyens de Sainte-Lucie. Les assureurs sont tenus en vertu de l'annexe 4 de la Loi sur les assurances d'investir leurs réserves techniques; des dispositions spécifiques visent les investissements des caisses de pensions. La loi contient des dispositions concernant les assurances contractées auprès d'un assureur non agréé (dans ce cas, la responsabilité personnelle du négociateur est engagée, sauf en cas d'autorisation préalable du Responsable du Registre).

156. Les assureurs peuvent être enregistrés pour fournir soit des services d'assurance à long terme (assurance "grande branche" ou assurance contre les accidents du travail), soit des services d'assurance non vie (responsabilité civile; assurance contre les risques maritimes, aériens et de transport; assurance sur les biens; assurance contre les pertes pécuniaires; et assurance automobile), soit les deux catégories de services. Tous les modes de fourniture bénéficient d'un accès aux marchés sans restrictions, sous réserve des dispositions de la Loi sur les assurances en ce qui concerne la présence commerciale et de la réglementation en matière d'immigration en ce qui concerne la présence de personnes physiques.

157. Bien qu'aucune offre en matière d'accès aux marchés n'ait été faite concernant d'autres types de services d'assurance dans le cadre du Cycle d'Uruguay, un certain nombre d'assureurs étrangers exercent à Sainte-Lucie. Néanmoins, la loi n'accorde pas aux compagnies étrangères le traitement national pour ce qui est des normes de fonds propres. Les compagnies étrangères sont tenues de justifier d'un capital versé minimal de 2,5 millions de dollars des Caraïbes orientales pour fournir des services à long terme, contre 1 million de dollars des Caraïbes orientales pour les compagnies locales. S'agissant des services d'assurance non vie, les montants exigés sont de 1,5 million de dollars des Caraïbes orientales pour les compagnies étrangères et de 750 000 dollars des Caraïbes orientales pour les compagnies locales. Les compagnies étrangères doivent également faire des dépôts de garantie plus importants: le montant exigé pour une compagnie étrangère est de 50 000 ou 100 000 dollars des Caraïbes orientales, contre 25 000 ou 50 000 dollars des Caraïbes orientales pour les compagnies locales, selon la catégorie des services fournis. Il existe des dispositions spécifiques prévoyant le maintien de caisses d'assurance pour certaines catégories de services.

158. L'enregistrement des courtiers en assurance ne fait l'objet d'aucune restriction en matière de nationalité. Le traitement national n'est toutefois pas appliqué pour les dépôts effectués aux fins de la fourniture de services d'assurance: les ressortissants de Sainte-Lucie ou les compagnies y ayant été constituées en société (dont les actions sont détenues majoritairement par des citoyens de Sainte-Lucie) versent 10 000 dollars des Caraïbes orientales, alors que les compagnies ou les ressortissants étrangers versent 20 000 dollars des Caraïbes orientales. Conformément à la loi, les assureurs doivent payer un droit de licence annuel compris entre 1 200 et 3 000 dollars des Caraïbes orientales. Les droits de licence prescrits varient selon la catégorie de services d'assurance fournis et selon que l'assureur est local ou étranger. Les droits de licence et d'enregistrement perçus en 1999 se sont élevés au total à 104 000 dollars des Caraïbes orientales et 39 800 dollars des Caraïbes orientales respectivement.

### 3) TÉLÉCOMMUNICATIONS

159. Les télécommunications et les services postaux sont des domaines d'activité en expansion qui représentaient environ 8,8 pour cent du PIB en 1999, contre 7 pour cent en 1993. En 1999, Sainte-Lucie comptait 44 065 abonnés au téléphone et 2 808 abonnés à Internet. Le fonctionnement du système de télécommunication de Sainte-Lucie est géré par Cable and Wireless (St. Lucia) Ltd., dont le monopole *de facto* a pris fin en octobre 2000 lorsque Sainte-Lucie et quatre autres pays de l'OECO ont mis en place la Direction des télécommunications des Caraïbes orientales, qui est chargée de réglementer le secteur au sein de l'OECO; une Commission nationale de la réglementation des télécommunications a été créée parallèlement.

160. Les prix des services de télécommunication restent élevés par rapport à ce qu'ils sont dans d'autres pays; on s'attend à ce qu'ils baissent à la suite de la libéralisation du secteur d'ici au 31 mars 2001. Toutefois, des mesures visant à faire baisser les prix ont déjà été prises, par exemple des tarifs réduits pour les appels téléphoniques internationaux ont été mis en application en octobre 1999.

161. Sainte-Lucie n'a pas présenté d'offre lors des négociations relatives aux services de télécommunications de base menées dans le cadre de l'OMC et n'a pris aucun engagement dans le cadre de l'AGCS dans le domaine des télécommunications.

162. Sainte-Lucie a participé au Projet de réforme des télécommunications de l'OECO financé par la Banque mondiale et a signé avec quatre autres membres de l'OECO le Traité instituant la Direction des télécommunications des Caraïbes orientales (ECTEL) dont le siège se trouve à Sainte-Lucie. La création de l'ECTEL devrait permettre d'élaborer une politique en matière de télécommunication mieux coordonnée entre les pays de l'OECO ainsi que de centraliser le processus de réglementation.

163. Le principal texte législatif qui régit le secteur des télécommunications est la Loi de 2000 sur les télécommunications. Cette loi, issue de la décision prise par certains pays de l'OECO de créer l'ECTEL, confie au ministre chargé des télécommunications la responsabilité de l'octroi des licences et de l'application des règlements. Le ministre est conseillé par une Commission nationale de la réglementation des télécommunications qui est responsable des règlements techniques nationaux, de la réglementation des tarifs des services de télécommunication et de l'examen des demandes de licences et qui veille au respect des obligations internationales de Sainte-Lucie dans le domaine des télécommunications. La Commission est légalement tenue d'agir en collaboration avec l'ECTEL.

164. La fourniture d'un service de télécommunication et l'exploitation d'un réseau nécessitent l'obtention de licences. Il existe des licences individuelles et des licences par catégorie dont les clauses et modalités sont établies par le ministre chargé des communications en collaboration avec l'ECTEL. Les critères qui déterminent l'octroi d'une licence sont généralement la promotion d'un service universel à des prix abordables, la protection des intérêts des usagers, le renforcement de la concurrence, et la recherche-développement. Les accords d'interconnexion doivent être approuvés par la Commission. Toutes les licences accordées dans le cadre de la nouvelle politique sont non exclusives. Les différends entre titulaires de licences sont examinés par la Commission.

### 4) TOURISME

165. Le tourisme est l'une des principales activités économiques Sainte-Lucie et sa principale source de devises étrangères. Depuis 1994, le gouvernement saint-lucien a pour objectifs de maintenir la tendance à la croissance, d'accroître la production du secteur et de le diversifier et de développer les installations et la capacité des postes d'accostage pour les paquebots de croisière. Le Ministère du tourisme est responsable de l'élaboration de la politique relative au secteur qui vise à

assurer une expansion durable du tourisme ainsi que le développement de tous les aspects de ce secteur. L'Office du tourisme de Sainte-Lucie est chargé de faire connaître, de promouvoir et de commercialiser les activités touristiques.

166. Les autorités ont fait observer que la stratégie en matière de tourisme était axée sur certaines priorités telles que: développement accru du secteur des croisières; préoccupations d'ordre environnemental; élévation des normes de qualité; et rationalisation et amélioration du système d'incitations défini dans la Loi sur les incitations fiscales pour le tourisme. Les autorités s'efforcent également de renforcer les liens entre le tourisme et l'agriculture, le secteur manufacturier et les services.

167. Le tourisme a obtenu d'excellents résultats ces dernières années et a progressé de façon continue entre 1993 et 1999, période au cours de laquelle les recettes ont augmenté de 2,6 pour cent. La contribution du secteur au PIB est estimée à 12,9 pour cent. Après avoir augmenté de 11,1 pour cent en 1998, le nombre total de visiteurs a progressé de 3,5 pour cent pour s'établir à 689 672 en 1999 (tableau IV.1). Le nombre des passagers de paquebots de croisière a augmenté bien plus rapidement que le nombre des visiteurs séjournant à terre; entre 1993 et 2000, le nombre des premiers a quasiment triplé, représentant plus de 60 pour cent du nombre total de touristes en 1999. Le nombre des visiteurs séjournant à terre a progressé d'environ un tiers entre 1993 et 1999, principalement en raison de l'augmentation du nombre de touristes en provenance d'Europe et des États-Unis.

**Tableau IV.1**  
**Statistiques du tourisme, 1993-1999**

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre total de visiteurs:	355 686	395 410	431 841	460 009	600 903	666 116	689 672
Visiteurs séjournant à terre	194 623	218 567	232 305	235 659	248 406	252 237	260 585
Passagers de paquebots de croisière	154 373	171 538	193 912	218 777	347 177	408 586	423 112
Visiteurs pour une journée	6 690	5 305	5 624	5 573	4 963	5 293	5 975
Dépenses estimatives (millions de dollars des Caraïbes orientales):	487,3	608,8	715,0	725,0	766,0	769,7	693,7
Visiteurs séjournant à terre (par pays)							
États-Unis	56 379	77 928	84 728	75 622	73 446	81 161	83 575
Canada	12 096	12 310	11 073	11 734	16 043	15 439	13 159
Europe	76 295	76 983	81 988	84 376	96 398	88 642	98 555
Royaume-Uni	48 566	46 763	50 965	50 393	59 592	63 160	71 108
Allemagne	9 995	14 430	12 518	12 757	11 085	8 345	7 968
France	5 868	5 025	5 577	10 223	15 281	9 598	12 390
Autres pays d'Europe	11 755	10 765	12 928	11 003	10 440	7 539	19 479
Caraïbes	46 197	47 857	50 565	59 478	58 583	63 524	61 148
CARICOM	28 344	28 759	30 241	28 928	29 836	31 092	31 344
Antilles françaises	14 594	15 737	16 827	26 722	24 452	26 917	24 022
Autres	3 259	3 361	3 497	4 098	4 322	5 515	5 782
Nombre d'escales des paquebots de croisière	431	301	455	494	575	586	658
Nombre total de chambres	2 919	2 954	3 974	3 986	4 014	4 077	4 122
Taux d'occupation des hôtels (%)	69,0	65	65,5	66,6	71,4	75,3	72,5

Source: Bureau central de statistique de Sainte-Lucie.

168. Entre 1993 et 1999, le secteur de l'hôtellerie a développé sa capacité d'accueil et a modernisé ses installations, le nombre de chambres augmentant ainsi d'un tiers pour s'établir à 4 122 en 1999.

Un plan conjoint élaboré par le Ministère du tourisme et l'Office du tourisme de Sainte-Lucie a fixé comme objectif de faire passer la capacité hôtelière à 5 226 chambres d'ici à 2003 et à environ 5 800 chambres d'ici à 2008 pour accueillir plus de 360 000 clients par an.

169. Le secteur du tourisme bénéficie d'allègements de l'impôt sur le revenu et d'autres incitations accordées par le gouvernement. Ces allègements sont établis par la Loi n° 7 de 1996 sur les incitations fiscales pour le tourisme, qui a annulé l'Ordonnance n° 25 de 1959 sur l'aide à l'hôtellerie et prévu, pour certains produits agréés du tourisme, une exonération de l'impôt sur le revenu pour une durée de 15 ans (on entend par produits du tourisme tout produit créé par l'exécution d'un projet dans le secteur du tourisme). La loi exonère également l'importation des fournitures et de matériel nécessaires à la construction d'hôtels des droits de douane et de la taxe à la consommation. Le Ministère du commerce est responsable de l'administration de mesures d'incitation prévues dans la Loi sur les incitations fiscales pour le tourisme.

170. Dans sa Liste d'engagements spécifiques annexée à l'AGCS, Sainte-Lucie a consolidé l'accès aux marchés (présence commerciale) pour la création et l'exploitation d'hôtels et de résidences de plus de 100 chambres, sous réserve de la réglementation relative à l'acquisition de terrains par des étrangers et de la réglementation en matière de contrôle des changes. La création d'hôtels de moins de 100 chambres peut être soumise à un examen des besoins économiques et reste non consolidée. Le traitement national a été consolidé en ce qui concerne la présence commerciale, sous réserve du paiement d'un impôt retenu à la source. L'engagement relatif à la présence de personnes physiques a été limité au personnel d'encadrement et aux spécialistes, sous réserve des limitations concernant la réglementation des permis de travail signalées dans les engagements horizontaux.

## **5) SERVICES DE TRANSPORT ET SERVICES CONNEXES**

171. Les services de transport représentaient environ 11,3 pour cent du PIB en 1999, dont les deux tiers provenaient des transports routiers, 20 pour cent des transports maritimes et 13 pour cent des transports aériens. Sainte-Lucie n'a pris aucun engagement dans le cadre de l'AGCS concernant les services de transport aérien, ferroviaire et routier mais en a pris en ce qui concerne les transports maritimes.

### **i) Services de transport maritime et services connexes**

172. Les services maritimes représentaient environ 2,3 pour cent du PIB en 1999. À Sainte-Lucie, environ 95 pour cent des transports de marchandises se font par bateau. Le tonnage net enregistré des bateaux faisant escale dans les deux principaux ports de Sainte-Lucie s'élevait en 1999 à 8,2 millions de tonnes environ. Il existe des liaisons maritimes régulières entre Sainte-Lucie et tous les principaux ports d'Europe, des États-Unis, du Canada et d'Asie. Un certain nombre de compagnies internationales desservent les ports de Sainte-Lucie mais il n'existe pas de compagnie de navigation nationale.

173. Sainte-Lucie compte cinq ports officiels de débarquement: Vieux Fort, Castries, Rodney Bay, Margo et Soufrières, qui sont tous gérés par la Direction des ports de mer et des aéroports de Sainte-Lucie, créée en 1983. Les décisions relatives à la gestion des ports sont prises par le Conseil portuaire, composé de neuf membres. La Direction des ports de mer et des aéroports est responsable de la fourniture de services de fret et de toutes les activités portuaires, notamment des services de pilotage, ainsi que de la fixation des redevances portuaires, qui n'ont pas été révisées depuis 1985. Le Ministère des communications, des transports et des travaux, et services publics est chargé d'élaborer la politique en matière de transport maritime et d'en superviser l'application.

174. Dans le cadre de l'AGCS, Sainte-Lucie a pris des engagements en matière d'accès aux marchés concernant les services de transport maritime, en particulier le transport international de passagers et le transport de marchandises. Sainte-Lucie a également pris des engagements concernant la fourniture de certains services auxiliaires, à savoir les services de transbordement et les opérations en zones franches (tableau AIV.1).

175. Sainte-Lucie est partie à un certain nombre de conventions maritimes internationales: la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale de 1948 et ses modifications apportées en 1993; MARPOL 73/78 (annexes I-V); et la Convention de Londres de 1972. Sainte-Lucie n'est partie à aucune convention sur la responsabilité civile et ne participe à aucune conférence maritime.

## **ii) Transports aériens**

176. Les transports aériens représentaient 1,5 pour cent du PIB en 1999. Le nombre des voyageurs était de 720 000 environ en 1999 contre à peine plus de 600 000 en 1995. Il y a deux aéroports à Sainte-Lucie, Hewanorra à Vieux Fort, qui accueille la plus grande partie du trafic international long-courrier, et G.F.L. Charles à Castries, principalement réservé au trafic régional. Les aéroports relèvent de la Direction des ports de mer et des aéroports de Sainte-Lucie. Sainte-Lucie est partie à la Convention de Chicago de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et un État contractant de l'OACI.

177. Le principal texte législatif régissant le transport aérien est la Loi sur l'aviation civile. Sainte-Lucie a conclu des accords bilatéraux en matière d'aviation civile avec le Canada, l'Allemagne, la Trinité-et-Tobago et le Royaume-Uni. À l'échelle régionale, un certain nombre de Mémoires d'accord ont été signés avec différents pays et un Accord multilatéral sur les transports existe au niveau de la CARICOM. Le Mémoire d'accord avec la Barbade a été signé le 25 juillet 1997; il vise les services de taxi aérien, qui s'entendent des services fournis exclusivement par des aéronefs dont le poids au décollage est inférieur à 6 591 kg et dont le nombre de sièges ne dépasse pas 19. Un accord sur les services aériens conclu avec la Trinité-et-Tobago est également en vigueur, ainsi qu'une déclaration conjointe applicable aux transports aériens et maritimes entre Sainte-Lucie et la Trinité-et-Tobago, qui a été signée le 4 novembre 1998. Deux Mémoires d'accord conclus avec Saint-Vincent-et-les Grenadines sont en vigueur: l'un a pour objet la création de l'aéroport international d'Hewanorra, plaque tournante pour les passagers à destination de Saint-Vincent-et-les Grenadines; l'autre concerne l'exploitation des services d'affrètement. La CARICOM négocie actuellement un accord sur l'ouverture de l'espace aérien avec les États-Unis, au nom de tous ses membres.

178. Le Ministère du tourisme et de l'aviation civile est responsable du secteur de l'aviation civile. Il s'occupe des questions de sécurité et de l'octroi des licences d'exploitation. La Direction de l'aviation civile des États des Caraïbes orientales, dont le siège se trouve à Antigua, assure la supervision de la sécurité grâce à un système d'inspection, d'enquête, de maintenance, de surveillance, de coordination et d'octroi de licences. Elle exerce ses activités sous le contrôle du Conseil de réglementation de l'aviation civile de l'OECO, composé des Ministres des pays de l'OECO responsables de l'aviation civile, qui détermine la politique en matière d'aviation et examine la législation et la réglementation relatives à l'aviation dans la région de l'OECO. La Direction contribue à la réglementation par l'intermédiaire du Conseil de la réglementation de l'aviation civile créé en février 2000, mais toujours en consultation avec les autorités nationales.





### BIBLIOGRAPHIE

Banque centrale des Caraïbes orientales (2000), *Balance-of-Payments Digest*, Basseterre, octobre.

Banque centrale des Caraïbes orientales (2000), *Report and Statement of Accounts for Financial Year ended 31 March 2000*, Basseterre, juin.

Bureau central de statistique de Sainte-Lucie [en ligne]. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.stats.gov.lc>.

FMI (1999), *IMF Staff Country Report 99/38*, Sainte-Lucie, Appendice statistique, mai.

FMI (2001), Sainte-Lucie, *Staff Report for the 2000 Article IV Consultation*, 13 février.

Ministère de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'environnement (2000a), *Agriculture Diversification Programme*, Castries, février.

Ministère de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'environnement (2000b), *Agriculture Sector Policy (2000-2005)*, Castries, juin.

Ministère des finances et de l'économie (1998), *Economic and Social Review 1997*, Castries, mars.

Ministère des finances et de l'économie (1999), *Economic and Social Review 1998*, Castries, mars.

Ministère des finances et de l'économie (2000), *Economic and Social Review 1999*, Castries, mars.

Organisation des États américains (1998), *Investment Agreements in the Caribbean: A Compendium*, Kingston, septembre.



**TABLEAUX DE L'APPENDICE**



Tableau AI.1

Sainte-Lucie: Importations par principaux produits, 1995-1998

(Pourcentage)

Désignation	1995	1996	1997	1998
<b>Total (milliers de dollars EU)</b>	<b>306 026</b>	<b>313 511</b>	<b>332 210</b>	<b>328 174</b>
Total produits primaires	37,7	37,0	37,5	36,8
Agriculture	29,1	27,7	27,7	28,7
Produits alimentaires	26,7	25,8	25,5	26,3
020741 Morceaux et abats de volailles des espèces domestiques, à l'exception des foies	2,9	3,1	2,6	2,4
110100 Farines de froment (blé) ou de méteil	1,6	1,2	1,6	1,8
210690 Préparations alimentaires, nda	0,8	0,8	0,8	0,8
040291 Lait et crème de lait, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, nda	0,8	0,8	0,9	0,7
040690 Fromages, nda	0,3	0,4	0,5	0,7
Matières premières agricoles	2,4	1,9	2,1	2,3
440710 Bois de conifères (bois tendre) d'une épaisseur de 6 mm	1,6	1,4	1,6	1,7
Industries extractives	8,6	9,4	9,9	8,2
Combustibles	7,6	8,3	8,5	7,3
Produits manufacturés	62,2	62,9	62,4	63,1
Fer et acier	1,5	1,6	1,3	3,1
Produits chimiques	9,4	10,2	8,5	8,6
Autres demi-produits	17,1	14,1	13,0	14,0
480459 Papier <i>kraft</i> , en rouleaux ou en feuilles, d'un poids au m <sup>2</sup> égal ou supérieur à 225 g	3,6	2,1	1,2	1,6
252329 Ciments Portland, nda	1,4	1,2	1,3	1,3
Machines et matériel de transport	19,1	21,8	23,9	22,1
Machines génératrices	0,3	0,5	0,6	1,6
Autres machines non électriques	4,9	5,1	4,0	4,8
Machines de bureau et matériel de télécommunication	3,7	4,3	4,3	4,6
Autres machines électriques	3,4	3,3	3,3	3,7
Produits de l'industrie automobile	5,6	6,0	5,4	5,9
870323 Automobiles à moteur à piston alternatif	1,3	1,7	1,5	1,7
Autre matériel de transport	1,3	2,6	6,3	1,5
Textiles	2,4	2,2	2,4	2,3
Vêtements	2,8	3,0	2,7	2,4
Autres produits manufacturés	9,9	9,9	10,6	10,6
Autres	0,1	0,1	0,1	0,1

Source: DSNU, base de données Comtrade.

**Tableau AI.2**  
**Sainte-Lucie: Exportations et réexportations par principaux produits, 1995-1998**  
(Pourcentage)

Désignation	1995	1996	1997	1998
<b>Total (milliers de dollars EU)</b>	<b>108 969</b>	<b>79 507</b>	<b>61 251</b>	<b>53 813</b>
Total produits primaires	59,0	72,8	66,4	72,4
Agriculture	58,9	72,7	66,2	72,4
Produits alimentaires	58,5	72,6	66,0	72,1
080300 Bananes, y compris les plantains, fraîches ou sèches	51,4	66,4	56,4	60,4
220300 Bières de malt	4,3	4,1	6,3	8,4
Matières premières agricoles	0,4	0,1	0,2	0,3
Industries extractives	0,0	0,0	0,3	0,1
Produits manufacturés	40,8	27,2	30,5	27,5
Fer et acier	0,1	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,8	0,9	1,3	1,4
Autres demi-produits	8,4	7,7	7,1	7,8
481910 Boîtes et caisses en papier ondulé	6,6	6,5	6,4	7,0
Machines et matériel de transport	11,2	5,9	6,1	6,8
Machines génératrices	0,2	0,2	0,0	0,0
Autres machines non électriques	4,0	0,6	0,3	0,3
Machines de bureau et matériel de télécommunication	2,8	1,7	1,2	1,7
Autres machines électriques	2,7	2,4	3,5	3,6
Produits de l'industrie automobile	0,5	0,7	1,0	0,5
Autre matériel de transport	1,0	0,3	0,1	0,6
Textiles	0,6	1,4	5,4	2,9
Vêtements	16,0	8,7	6,6	6,3
610421 Ensembles pour femmes ou fillettes, de laine ...	7,2	6,4	5,4	5,8
Autres produits manufacturés	3,7	2,6	4,0	2,3
Autres	0,3	0,0	3,1	0,0

Source: DSNU, base de données Comtrade.

**Tableau AI.3**  
**Sainte-Lucie: Importations par origine, 1995-1998**  
(Pourcentage)

Partenaire	1995	1996	1997	1998
<b>Total (milliers de dollars EU)</b>	<b>306 026</b>	<b>313 511</b>	<b>332 210</b>	<b>328 174</b>
Amérique	71,1	69,8	71,6	69,4
États-Unis	38,1	39,9	43,1	40,1
Canada	3,9	2,8	2,8	3,4
Amérique hors États-Unis et Canada	29,1	27,1	25,8	25,8
Trinité-et-Tobago	12,4	12,8	11,7	12,8
Barbade	3,4	3,6	3,2	3,2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,4	1,9	2,1	2,0
Europe	18,9	19,6	19,1	19,5
UE(15)	18,4	18,5	18,5	19,0
Royaume-Uni	11,1	10,4	9,3	9,4
France	2,0	2,5	2,1	2,5
AELE	0,4	1,0	0,6	0,5
Autres pays d'Europe	0,3	0,2	0,1	0,1
Asie	9,1	9,8	7,8	9,6
Asie de l'Est	8,9	9,5	7,6	9,4
Japon	4,6	4,9	4,5	5,3
Reste du monde	0,9	0,9	1,4	1,5

Source: DSNU, base de données Comtrade.

**Tableau AI.4**  
**Sainte-Lucie: Exportations et réexportations par destination, 1995-1998**  
(Pourcentage)

Partenaire	1995	1996	1997	1998
<b>Total (milliers de dollars EU)</b>	<b>108 969</b>	<b>79 507</b>	<b>61 251</b>	<b>53 813</b>
Amérique	44,0	29,0	37,1	35,9
États-Unis	26,0	14,9	20,2	15,7
Canada	0,9	0,1	0,4	0,3
Amérique hors États-Unis et Canada	17,1	13,9	16,6	20,0
Trinité-et-Tobago	3,0	2,9	4,9	5,8
Barbade	2,6	2,3	3,3	4,1
Dominique	5,4	3,8	2,0	2,5
Grenade	1,2	0,8	1,3	2,2
Europe	54,9	70,2	61,5	63,3
UE(15)	54,8	70,1	61,4	63,2
Royaume-Uni	53,1	67,7	59,0	61,7
Allemagne	1,3	1,4	1,1	0,8
Asie	0,4	0,8	1,1	0,5
Reste du monde	0,7	0,0	0,2	0,3

Source: DSNU, base de données Comtrade.



Tableau AIII.1

## Droits de douane consolidés

(Pourcentage)

Code du SH et désignation des marchandises	Taux de base	Taux final
Consolidation à 50% pour tous les produits manufacturés à l'exception des produits ci-après:		
0301-0304 Poissons, frais, congelés ou réfrigérés; 0306 et 0307 Crustacés et mollusques, frais; 1605 Crustacés et mollusques, préparés ou conservés	170	130
2523.20 Ciments Portland	110	73
2710 Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; 7014.00.1 Verrerie de signalisation et éléments d'optique en verre, pour véhicules automobiles routiers	160	107
2710.13 Essences pour moteurs; 2710.23 Pétrole lampant ou white-spirit	175	117
2710.31 Huile diesel; 2710.39 Autres gazoles; 2710.42 Fuel oil lourd de qualité "C"; 2710.49 Autres fuel oils; 2710.92 Huiles lubrifiantes	165	110
2710.93 Graisses lubrifiantes; 2713.20 Bitume de pétrole	180	120
2714.90.3 Asphaltes et roches asphaltiques; 3917 Tubes et tuyaux en PVC; 4819 Ex Boîtes en carton; 5608 Ex Tramails	125	83
2715.00.1 Cut-backs; 2715.00.9 Autres mélanges bitumineux; 3208, 3209 et 3210 Peintures et vernis; 3706.10 Films cinématographiques, impressionnés et développés, d'une largeur de 35 mm ou plus; 3706.90 Autres; 4817.00 Ex Boîtes, pochettes et présentations similaires pour correspondance, en papier ou carton; 4818.20 Ex Papier essuie-tout, couches et serviettes à démaquiller; 4907.00.9 Ex Carnets de chèques uniquement	135	90
2804.40 Oxygène en bouteilles; 2811.21 Dioxyde de carbone en bouteilles; 2901.00.2 Acétylène en bouteilles	230	153
3214 Mastics de finition et mastics; 4409 Ex Baguettes et moulures en bois; 7320.10.1 Ressorts à lames pour véhicules automobiles routiers; 7320.20.1 Ressorts en hélice pour véhicules automobiles routiers; 7320.90.1 Autres ressorts pour véhicules automobiles routiers; 7308 Constructions	130	87
3401.11 Savons (de toilette); 3401.19.1 Savons (pour lessive); 4013.10.1 Chambres à air, en caoutchouc: des types utilisés pour les voitures de tourisme; 4602 Ex Paniers et corbeilles à papier fabriqués à partir de matières à tresser d'origine végétale; 7114.00 Articles d'orfèvrerie et leurs parties; 7116.20 En pierres gemmes; 7117.00 Bijouterie de fantaisie	155	103
3402.20.4/5 Agents de blanchiment pour usage domestique; 4012 Ex Pneumatiques regommés rechapés ou recreusés; 6302-6304 Taies d'oreiller, draps, nappes et serviettes de table, essuie-mains, serviettes et tapis de bain, serviettes de plage, couvre-lits, rideaux, papier essuie-tout; 7102.21 Diamants industriels non triés, travaillés, sciés, clivés ou débrutés; 7102.29 Autres diamants industriels non triés; 7116 Ouvrages en perles fines ou de culture; 7116.10 En perles fines ou de culture; 8409.99.1 Autres parties pour véhicules automobiles routiers; 8413.30 Pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; 8421.23.1 Appareils pour la filtration des huiles minérales; 8421.23.2 Appareils pour la filtration des huiles minérales; 8421.31 Filtres d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; 8483.00.1 Arbres de transmission pour véhicules automobiles routiers; 9101.10 Montres-bracelets à pile ou à accumulateur; 9101.20 Autres montres-bracelets; 9101.9 Autres; 9102.10 Montres-bracelets et autres montres, autres que celles du n° 9101, à pile ou à accumulateur; 9102.20 Autres montres-bracelets; 9102.90 Autres; 9110.10 Mouvements d'horlogerie complets de montres	145	97
3406 Ex Bougies, chandelles et cierges	240	160
3904 Feuilles de diathène (matière plastique) sous forme tubulaire	235	157
4011.10 Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour les voitures de tourisme; 4012.10.1 Pneumatiques rechapés utilisés pour les voitures de tourisme; 4013.10.2 Chambres à air des types utilisés pour autobus ou camions; 7007.11.1 Pare-brise pour voitures de tourisme; 8407.33 Moteurs à piston alternatif utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 250 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 1 000 cm <sup>3</sup> ; 8407.34 D'une cylindrée excédant 1 000 cm <sup>3</sup> ; 8409.91.1 Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston par allumage par étincelles pour véhicules automobiles routiers; 8708.00.9 Autres parties et accessoires des véhicules automobiles des n° 8701 à 8705:	150	100

Code du SH et désignation des marchandises	Taux de base	Taux final
4012.10.2 Pneumatiques rechapés utilisés pour autobus ou camions; 4418.20 Portes en bois; 4601.20 Ex Nattes; 6105 et 6205 Chemises et chemisettes pour hommes et garçons; 6109 Ex T-shirts; 6108 Ex Slips et culottes pour femmes et fillettes; 6203.40 Ex Pantalons; 6203.30.1 Vestons pour hommes et garçons; 6112.10 Soutiens-gorge; 7101.10 Perles fines; 7101.21 Perles de culture brutes; 7101.22 Perles de culture travaillées; 7102.31 Diamants non industriels bruts, sciés, clivés ou débrutés; 7102.39 Autres; 7103.10 Pierres gemmes autres que les diamants, brutes, sciées, etc.; 7103.90 Autrement travaillées; 7103.91 Rubis, saphirs et émeraudes; 7103.99 Autres; 7104.10 Quartz piézo-électrique; 7104.20 Autres pierres synthétiques ou reconstituées, brutes; 7104.90 Autres; 6813.10 Garnitures de freins; 7611 Ex (En aluminium); 8302.00.3 Autres garnitures, ferrures et articles similaires pour véhicules automobiles; 8419.10 Chauffe-eau solaires; 9103.10 Réveils et pendulettes, à mouvement de montre, à pile ou à accumulateur; 9103.90 Autres; 9104.00 Montres de tableaux de bord et montres similaires, pour automobiles, véhicules aériens, bateaux ou autres véhicules; 9105 Réveils, pendules, horloges et appareils d'horlogerie similaires, à mouvement autre que de montre; 9105.10 Réveils; 9105.20 Pendules et horloges, murales; 9105.90 Autres; 9108.00 Mouvements de montre, complets et assemblés; 9601 Coques travaillées, etc.; 9603 Ex Balais et pinceaux	140	93
4417 Ex Manches de balais et de pinceaux	115	77
4819 Ex Sacs en papier; 4911 Ex Toutes publications à usage principalement publicitaire	225	150
4901 Ex Tous articles à l'exception des livres et cahiers	110	73
6810.11 Blocs en béton	230	153
7113.19.1 Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en or; 7113.19.9 Autres; 7113.20 En plaqués ou doublés de métaux précieux sur métaux communs; 8702.10.6 Autres autocars, bus et minibus comportant plus de 29 places assises (chauffeur compris); 8702.10.9 Autres; 8702.90 Autres (à l'exception des produits énumérés ci-après); 8702.90.2 Autres autocars, bus et minibus ne comportant pas plus de 29 places assises (chauffeur compris); 8702.90.4 Autres autocars, bus et minibus comportant plus de 21 mais pas plus de 29 places assises (chauffeur compris); 8702.90.9 Autres autocars et bus; 8703.31.9 Autres véhicules, d'une cylindrée n'excédant pas 1 500 cm <sup>3</sup> ; 8704.10 Tombereaux automoteurs conçus pour être utilisés en dehors du réseau routier; 8704.22.9 Autres véhicules automobiles pour le transport de marchandises; 8704.23.9 Autres, d'un poids en charge maximal excédant 20 t; 8704.31.9 Autres, à allumage par étincelles, d'un poids en charge maximal excédant 5 t; 8704.32.9 Autres, d'un poids en charge maximal excédant 5 t; 8704.90 Autres; 9113 Bracelets de montres et leurs parties	170	113
7309 Ex et 7310 Ex (En fonte, fer ou acier), foudres soudés (pour toutes matières à l'exception des gaz comprimés) sans revêtement intérieur et fabriqués à partir d'acier, de fonte, de fer ou d'aluminium; 7610.10 Ex Fenêtres et portes en aluminium	135	90
8702.90.6 Autres autocars, bus et minibus, comportant plus de 29 places assises	205	135
8703.21.9 Autres: véhicules d'une cylindrée n'excédant pas 1 000 cm <sup>3</sup> ; 8703.22.9 Autres véhicules d'une cylindrée excédant 1 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 1 500 cm <sup>3</sup> ; 8703.23.2 D'une cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 1 800 cm <sup>3</sup>	175	117
8703.23.3 D'une cylindrée excédant 1 800 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 000 cm <sup>3</sup>	195	128
8703.23.4 D'une cylindrée excédant 2 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 3 000 cm <sup>3</sup>	210	140
8703.24.9 Autres véhicules d'une cylindrée excédant 3 000 cm <sup>3</sup>	215	143
8703.32.2 D'une cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 000 cm <sup>3</sup>	190	126
8703.32.4 D'une cylindrée excédant 2 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 500 cm <sup>3</sup>	195	130
8703.33.9 Autres véhicules d'une cylindrée excédant 2 500 cm <sup>3</sup> ; 8703.90 Autres	200	133
9302.00 Revolvers et pistolets, autres que ceux des n° 9303 à 9304; 9303.00.9 Autres armes à feu: Autres; 9304.00 Autres armes, à l'exclusion de celles du n° 9307.00; 9305.00 Parties et accessoires des articles des n° 9302.00 à 9304.00	185	123
9401 Chaises et autres sièges; 9403 Autres meubles; 9404.20 Matelas	255	170
9504 Ex Machines de jeu	310	206

Code du SH et désignation des marchandises	Taux de base	Taux final
Tous les articles figurant à l'Annexe I de l'Accord sur l'agriculture à l'exception des produits ci-dessous:		
0105 Ex Poussins, jeunes poules destinées à la reproduction; Chapitre 2 Viandes et abats comestibles; 0407 Œufs en coquille; 0409.00 Miel naturel; 0701-0709 Légumes, frais ou réfrigérés; 0710 Légumes, congelés; 0713 Légumes à cosse secs, écosés; 0714 Racines d'arrow-root, patates douces et autres racines et tubercules similaires; 0806 Raisins, frais ou secs; 0808 Ex Pommes, poires (fraîches); 0901.20 Café moulu; 0904 Poivre, piments; 0905.00 Cannelle; 0907.00 Girofles; 0908 Ex Noix muscades, macis; 1006 Riz; 1101.00 Farine de froment (blé); 1108.10 Amidons et féculs d'arrow-root; 1202 Arachides; 1517 Margarine, succédanés de saindoux et autres préparations de graisses alimentaires; 1602 Autres préparations et conserves d'abats; 1701 Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide; 1905.00.3 Cornets de glaces; 1905.00.9 Ex Gâteaux; 2007 Confitures, gelées et marmelades; 2003.00.4 Chutney de mangues; 2009 Jus de fruits ou de légumes, y compris le lait et la crème de coco; 2102.30 Poudre à lever; 2103.20 Tomato ketchup et sauces tomates; 2103.90 Ex Sauces à rissoler, sauces barbecue et assaisonnements composés; 2103.90.1 Sauces au poivre; 2106.00.3 Boissons en poudre, cordiaux de jus de limes; 2201 Eau potable en bouteilles; 2204.20.1 Moûts de raisins; 2204.30 Autres moûts de raisins; 2309.90.2 Aliments pour volailles; 2309.90.3 Aliments pour bovins; 2309.90.5 Aliments pour animaux	170	130
0602.009 Arbres de Noël (naturels)	250	190
0801 Ex Noix de coco, noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	280	213
0803 Ex Bananes, fraîches ou sèches; 0804 Ex Ananas, avocats, mangues, goyaves, frais ou secs; 0805 Agrumes	290	220
0910 Thym, safran, feuilles de laurier, gingembre, curry et autres épices; 2202 Boissons gazeuses, boissons à base de malt et autres boissons gazeifiées non alcooliques	240	182
1508-1515 Huiles alimentaires	230	175
1601 Saucisses, saucissons et produits similaires, de viandes, d'abats ou de sang	205	156
1902 Pâtes alimentaires	210	160
2204.10 Vins mousseux; 2205.00 Vermouths et autres vins de raisins frais; 2206.00 Autres boissons fermentées; 2402.10 Cigares (y compris ceux à bouts coupés), et cigarillos, contenant du tabac; 2402.90 Autres; 2403.90.1 Autres tabacs fabriqués; tabac à priser; 2403.90.9 Autres	160	107
2203.00.1 Bières; 2203.00.2 Stout; 2203.00.9 Autres; 2208.20.9 Autres eaux-de-vie de vin; 2208.30.1 Whiskies, présentés en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol.; 2208.30.9 Autres whiskies; 2208.40.1 Rhum et tafia, présentés en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol.; 2208.40.9 Autres rhums et tafias; 2208.50.1 Gin et genièvre, présentés en bouteilles, d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 46% vol.; 2208.50.9 Autres gins et genièvres; 208.90 Autres (à l'exclusion des articles énumérés ci-après)	200	133
2208.90.2 Cordiaux et liqueurs	160	107
2208.90.3 Bitters aromatiques utilisés pour aromatiser les aliments et les boissons; 2208.90.4 Autres bitters aromatiques	165	110
2402.20 Cigarettes contenant du tabac	180	120

Note: Période de mise en œuvre pour les produits agricoles: 1995-2004; pour les produits industriels: 1995-1999.

Source: Liste CXXI OMC.

Tableau AIV.1  
Récapitulatif des engagements spécifiques de Sainte-Lucie par secteur de services

Mode de fourniture: Fourniture transfrontières Consommation à l'étranger Présence commerciale	Accès aux marchés			Traitement national		
	1	2	3	1	2	3
Engagements (■ sans limitations; □ partiel; □ néant; — absent de la Liste)						
<b>Engagements sectoriels</b>						
<b>7. Services financiers</b>						
A. Services d'assurance et services connexes	—	—	—	—	—	—
c. Réassurance	■	■	□	■	■	□
<b>8. Services sanitaires et sociaux</b>						
A. Services hospitaliers	■	■	■	■	■	■
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>						
A. Création et exploitation d'hôtels et de résidences	■	■	□	■	■	□
<b>10. Services récréatifs et sportifs</b>						
A. Spectacles	■	■	■	■	■	■
D. Services sportifs et autres services récréatifs	■	■	□	■	■	□
<b>11. Services de transport</b>						
A. Services de transports maritimes						
a) Transport international de voyageurs	■	■	■	■	■	■
b) Transport de marchandises	■	■	■	■	■	■
H. Services auxiliaires						
- Services de transbordement	■	■	■	■	■	■
- Opérations en zones franches	■	■	■	■	■	■

Source: Document de l'OMC GATS/SC/73, 15 avril 1994.